

L'ALGÉRIE VEUT AUGMENTER SA PRODUCTION HALIEUTIQUE

Cap sur la pêche en haute mer

Contrairement à la surpêche dans les zones côtières, la ressource halieutique en haute mer est sous-exploitée. Ce qui a induit un déficit majeur dans notre production halieutique et ce malgré le doublement du nombre de navires de pêche en vingt ans, passant de 2 550 en 2000 à 6 200 en 2020, alors que la production n'a pas connu d'augmentation significative, n'excédant pas les 100 000 tonnes/an. P 3



HYDRAULIQUE

Le 19^e SIEE Pollutec du 10 au 13 juin à Alger

La 19^{ème} édition du Salon international des équipements, des technologies et des services de l'eau "SIEE Pollutec 2024" aura lieu du 10 au 13 juin au Palais des expositions (Pins maritimes) à Alger, sous le parrainage du ministère de l'Hydraulique, ont annoncé, hier, les organisateurs. Depuis 2005, l'événement met en relation les acteurs clés algériens et internationaux des secteurs de l'Eau en Algérie.

P 2

L'OPÉRATION DE VENTE SERA
LANCÉE SAMEDI PROCHAIN
PAR ALVIAR

Des moutons à des prix oscillant entre 59 000 et 90 000 DA



L'Algérienne des viandes rouges (ALVIAR) procédera, à partir de samedi prochain, à la vente des moutons de sacrifice pour l'Aïd El-Adha au niveau de son point de vente de Birtouta (Alger) à des prix oscillant entre 59.000 DA et 90.000 DA.

P 2

ECONOMIE VERTE,
L'HYDROGÈNE, LA GESTION
DES DÉCHETS, LE RECYCLAGE

Un rapport du CNESE bientôt soumis au Président Tebboune

Le Conseil national économique, social et environnemental (CNESE), compte soumettre prochainement au Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, son nouveau rapport consacré à l'environnement en Algérie, a annoncé, hier à Alger, la présidente du Conseil, Rabéa Kharfi.

P 5

GUELMA

**Production prévisionnelle
de 2,456 millions de
quintaux de tomates
industrielles** P 2

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

**Création de l'agence
nationale des grands
équipements publics** P 3

DÉDOUBLEMENT DE LA RN-1 SUR LE
TRONÇON GHARDAÏA-EL MENIAË

**Lancement des travaux
de la 1^{ère} tranche en
juillet prochain** P 5

PÉTROLE

Le Brent à plus de 77,5 dollars

Les prix du pétrole hésitaient entre gains et pertes mercredi après de premières données hebdomadaires sur les réserves de pétrole américaines. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en août, prenait 0,13% à 77,62 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en juillet, gagnait quelques 0,10% à 73,32 dollars. "Les perspectives de la demande mondiale se détériorent, comme l'illustre le dernier rapport de l'API (la fédération des professionnels du secteur, ndlr), qui fait état d'une hausse surprenante des stocks de brut américain", commentent des analystes. L'API a estimé mardi que les stocks de brut avaient grimpé d'environ 4 millions de barils pour la semaine achevée le 31 mai. Les investisseurs attendent désormais la publication du rapport hebdomadaire de l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) sur l'état des stocks de pétrole.

L'OPÉRATION SERA LANCÉE SAMEDI PROCHAIN PAR ALVIAR

Des moutons à des prix oscillant entre 59 000 et 90 000 DA

L'Algérienne des viandes rouges (ALVIAR) procédera, à partir de samedi prochain, à la vente des moutons de sacrifice pour l'Aïd El-Adha au niveau de son point de vente de Birtouta (Alger) à des prix oscillant entre 59.000 DA et 90.000 DA.

Par Sirine R

L'annonce a été faite, hier à Alger, par le directeur général d'ALVIAR, Ziani Ali. «L'opération de vente sera lancée au niveau des dépôts de la société sise à Birtouta à partir de samedi 8 juin et se poursuivra jusqu'à la veille de l'Aïd El Adha, à des prix fixés à 59.000 DA, 79.000 DA et 90.000 DA selon le poids du mouton», a-t-il précisé, en faisant savoir qu'un nombre considérable de moutons ont été réceptionnés au niveau de pente de vente à Birtouta (Alger). En effet, ajoute-t-il, l'approvisionnement se poursuivait depuis les points d'engraissement, notamment de la ferme principale relevant de la société implantée à Djelfa, avec possibilité de recourir aux éleveurs sous contrat avec ALVIAR, si nécessaire. Insistant sur l'impératif

d'un contrôle vétérinaire «rigoureux» des cheptels, Ziani a affirmé, à ce propos, que l'approvisionnement en bétail se fera quotidiennement, en fonction de la demande, précisant que la société qui a préparé cette opération depuis des mois, est dotée d'une expérience lui permettant de faire face à tout imprévu. Quant à l'état de santé du cheptel commercialisé, le DG d'ALVIAR a fait savoir que «l'opération est sous contrôle et que tout le bétail commercialisé est exempt de malformations et de maladies», précisant que cela est attesté par un certificat émis par les services vétérinaires de la wilaya, qui accompagne le déplacement du troupeau». Et d'ajouter que quatre (4) vétérinaires ont été mobilisés au niveau du point de vente de Birtouta veillant en permanence sur le contrôle des bovins jusqu'à livrai-

son aux acquéreurs. Il est à rappelé que les pouvoirs publics ont décidé de ne pas recourir à l'importation de moutons pour l'Aïd. Une décision visant à la protection de la filière et des droits des éleveurs, et ce, en dépit de la hausse des prix sur le marché. « Il n'y aura pas d'importation de moutons cette année », a indiqué le ministre de l'Agriculture, Youcef Cherfa, qui a reconnu toutefois une gausse des prix. «Nous avons malheureusement constaté une hausse des prix. Il y a une production nationale suffisante et un travail effectué par les vendeurs de bétail. Donc il n'y aura pas d'importation», a expliqué Cherfa. Les prix varient en fonction de la taille des bêtes. En effet, il faut au moins déboursier 62 000 DA pour un mouton de petite taille et peuvent atteindre 120.000 DA pour les moutons de grande taille,

HYDRAULIQUE

Le 19^e SIEE Pollutec du 10 au 13 juin à Alger

Par Slimane T

La 19^e édition du Salon international des équipements, des technologies et des services de l'eau "SIEE Pollutec 2024" aura lieu du 10 au 13 juin au Palais des expositions (Pins maritimes) à Alger, sous le parrainage du ministère de l'Hydraulique, ont annoncé, hier, les organisateurs. Depuis 2005, l'événement met en relation les acteurs clés algériens et internationaux des secteurs de l'Eau en Algérie.

Le Salon qui met en relation les acteurs clés algériens et internationaux des secteurs de l'Eau en Algérie, verra la participation de nombreuses entreprises internationales représentant 11 pays (la Turquie, la Chine, la France, le Portugal, l'Italie, l'Allemagne, le Brésil, la Belgique, la Suisse, les Etats-Unis et l'Inde), précisent les organisateurs, notant que "l'offre locale est très dynamique cette année, avec 60% de sociétés algériennes, principalement des leaders du marché". L'événement sera aussi un lieu de partage d'informations et de contenu à tra-

vers des conférences sur les thèmes phares du marché de l'Eau tels la gestion des ressources en eau non-conventionnelles, la prévention et lutte contre les inondations, l'analyse réglementaire (HSE, Eau et Environnement), la gestion du service public de l'eau et la réutilisation des eaux usées. Les organisateurs ont, par ailleurs, rappelé que SIEE Pollutec avait attiré, en 2023, plus de 8000 visiteurs professionnels, venus à la rencontre de 140 entreprises exposantes.

GUELMA

Production prévisionnelle de 2,456 millions de quintaux de tomates industrielles

La Direction des services agricoles (DSA) de la wilaya de Guelma prévoit une production de 2,456 millions de quintaux de tomates industrielles au titre de la saison agricole 2023-2024, a indiqué, mercredi, le responsable local du secteur,

Rachid Rehamnia. Le même responsable a précisé, dans une déclaration à l'APS, que les prévisions de la DSA sont fondées sur les données techniques recueillies et les inspections effectuées sur le terrain, dans les zones agricoles vouées à la cul-

ture des tomates. M. Rehamnia a affirmé que la campagne de récolte qui débutera au début du mois de juillet prochain devrait être ponctuée par "une bonne production, avec une augmentation d'environ 1 million de quintaux par rapport à la saison der-

nière". Selon le DSA, les superficies agricoles concernées par la récolte de tomates sont de l'ordre de 3.063 hectares dans la wilaya de Guelma, où le rendement moyen devrait atteindre les 800 quintaux par hectare. Il a également indiqué que les

"conditions climatiques propices", ont encouragé les agriculteurs à reprendre leur activité après que plusieurs d'entre eux ont dû cesser de produire des tomates en raison du manque de ressources d'irrigation.

EL TARF

Saisie de plus de 3 kg de mercure blanc argenté dans la commune d'Echatt

Les services de la brigade mobile de la police judiciaire ont saisi, dans la commune d'Echatt (El Tarf) plus de 3 kg de mercure blanc argenté, a indiqué mercredi le responsable de la cellule de communication de la sûreté de wilaya, l'officier principal de police, Djelab Hamza. Cette quantité de mercure a été trouvée en la possession de deux per-

sonnes âgées de 37 et 53 ans s'adonnant au commerce illicite et la contrebande de produits prohibés sensibles originaires des wilayas de Blida et de Khenchela, a-t-il précisé. La même source a ajouté que suite à des informations confirmées parvenues à ces services concernant la possession par deux personnes non-originaires de la wilaya d'El Tarf d'une quan-

tité de mercure blanc argenté se rendant vers une localité frontalière pour passer une transaction de vente et de contrebande de cette matière, un point de contrôle a été établi permettant l'arrestation de deux personnes (un homme et une femme) en possession de ladite quantité de mercure et d'une somme d'argent de 28.000 DA. Au terme de l'en-

quête, deux dossiers pénaux pour "possession de matière prohibée sensible (mercure blanc argenté) à l'intérieur du territoire douanier sans documents justificatifs en vue de la vente de produits dangereux et toxiques" ont été établis à l'encontre des mis en cause présentés devant les instances judiciaires territorialement compétentes.

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication

Radji Zahir

Siège social

03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

L'ALGÉRIE VEUT AUGMENTER SA PRODUCTION HALIEUTIQUE

Cap sur la pêche en haute mer

Contrairement à la surpêche dans les zones côtières, la ressource halieutique en haute mer est sous-exploitée. Ce qui a induit un déficit majeur dans notre production halieutique et ce malgré le doublement du nombre de navires de pêche en vingt ans, passant de 2 550 en 2000 à 6 200 en 2020, alors que la production n'a pas connu d'augmentation significative, n'excédant pas les 100 000 tonnes/an.

Par Réda Hadi

La pêche au large serait-elle la panacée ?

Pour M Farid Harouadi, Secrétaire général au ministère de la Pêche et de la Production Halieutique, la production halieutique nationale est figée depuis les années 90. S'exprimant chez nos confrères de la radio nationale, M Harouadi, ce responsable explique que cette contradiction déconcertante est le fait que l'activité de pêche en Algérie s'est limitée aux seules zones côtières, où la biomasse «pêchable» est estimée à 187 000 tonnes, tandis que les professionnels ne sont pas équipés pour exploiter les zones en haute mer, qui regorgent de poissons. C'est pourquoi l'Algérie, a poursuivi M. Harouadi, mise sur la prospection et l'exploitation de nouvelles zones en haute mer en introduisant des navires adaptés et équipés pour la grande pêche. Il a cité, à ce propos, « l'instruction du président de la République d'importer des navires de plus de 40 mètres capables de naviguer de 15 à 30 jours au large des côtes algériennes. Ce qui nous permettra d'augmenter la production nationale de 50% à l'horizon 2026 ». Selon lui, le ministère de la Pêche envisage également de renforcer la production aquacole marine pour répondre à la demande nationale croissante. « Actuellement, la production aquacole marine est estimée à moins de 7 000 tonnes, alors que le potentiel est de 120 000 tonnes », a-t-il dit.

Selon des spécialistes, la stratégie des pouvoirs publics pour répondre à la demande des consommateurs repose sur deux axes majeurs que sont la promotion de l'activité de l'aquaculture et l'autorisation de la pêche en haute mer. Le secteur de la pêche et de l'aquaculture fait face au double défi d'augmenter la production sans pour autant menacer la ressource halieutique d'extinction et encore moins pénaliser les différents acteurs impliqués dans la chaîne de valeur. Avec une production annuelle évaluée en moyenne à 100 000 tonnes par an, le secteur peine à répondre toutefois à la demande de plus en plus croissante des consommateurs algériens. Les prix des différentes variétés de poisson demeurent très élevés même pour les produits qui jadis étaient à la portée de tous, à l'instar de la sardine. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, le secteur connaît une surexploitation de la ressource notamment sur les côtes. De 1990 à 2019, l'Algérie est passée d'un niveau de surexploitation des stocks de 19% à 35%. On est passé d'une pêche artisanale à l'exploitation commerciale avec ce que cela implique comme enjeux environnementaux. Ces dernières s'effectuent beaucoup plus dans les zones côtières ce qui met la pression sur la ressource existante en bord de mer alors que les ressources en haute mer ne sont

que faiblement exploitées. Ces mêmes experts expliquent aussi que le stock est exploité à 60 ou 70% du total de la biomasse, d'où la nécessité de faire un travail sur la manière d'exploiter la ressource halieutique en Algérie en permettant à certains pêcheurs d'aller au large et exploiter cette ressource et augmenter la production nationale, ce qui fera baisser la pression sur les côtes. Aussi, l'acquisition de bateaux de plus gros tonnage permettraient, selon M Harouadi outre l'exploitation de la ressource dans les eaux algériennes, et devraient également permettre aux armateurs algériens d'aller pêcher dans les eaux internationales dans le cadre d'accord avec des pays voisins, à l'instar de celui signé avec la Mauritanie. La loi de finances 2024 a accordé l'autorisation d'importation de navires de moins de cinq ans d'âge pour renforcer la flotte de pêche. Selon lui, le ministère de la Pêche envisage également de renforcer la production aquacole marine pour répondre à la demande nationale croissante. « Actuellement, la production aquacole marine est estimée à moins de 7 000 tonnes, alors que le potentiel est de 120 000 tonnes », a-t-il dit. Et de révéler que 187 projets aquacoles sont enregistrés et que 70 autres projets sont en cours de réalisation, ce qui devrait permettre de porter la production à 10 000 tonnes d'ici la fin de l'année et à 100 000 tonnes d'ici 2030.

112E SESSION DE LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE DU TRAVAIL À GENÈVE

Fayçal Bentaleb représentera l'Algérie

L'Algérie prendra part, à partir de jeudi à Genève (Suisse), aux travaux de la 112e session de la Conférence internationale du travail (CIT), a indiqué mercredi un communiqué du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale. Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, M. Fayçal Bentaleb conduira une délégation tripartite composée de représen-

tants du gouvernement, des travailleurs et du patronat, pour participer à cette session, dont les travaux se déroulent du 03 au 14 juin (12 jours) sous le thème «Vers un contrat social renouvelé». Les participants débattront, lors de cette session, de plusieurs axes, dont «les rapports du président du Conseil d'administration et du directeur général, les informations inhé-

rentes aux programmes et au budget, les différents rapports relatifs à l'application des accords et des recommandations», en sus «du débat du thème de la protection contre les risques biologiques, les principes et les droits fondamentaux au travail, le travail décent et l'économie des soins», lit-on dans le communiqué. Par ailleurs, un intérêt particulier sera accordé à la

question palestinienne par les participants, notamment la situation dans les territoires occupés y compris l'oppression et la maltraitance commis par l'entité sioniste contre les Palestiniens, poursuit la même source. M. Bentaleb devra tenir, en marge de la conférence, des entretiens bilatéraux avec ses homologues participant à cette session.

R E.

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

Création de l'agence nationale des grands équipements publics

Le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, a présidé, hier à Alger, une réunion du gouvernement consacrée à l'étude du projet d'un décret exécutif portant sur la création de l'agence nationale des grands équipements publics et son organisation, indique les services du Premier ministre dans un communiqué. Cette agence aura pour mission la supervision des études, la réalisation et le suivi des grands projets publics approuvés par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, à renforcer et développer l'infrastructure nationale et à créer des emplois. Le gouvernement a examiné l'état d'avancement de la mise en œuvre des différents projets relatifs à l'approvisionnement en eau, notamment ceux inscrits au programme na-

tional de réalisation des stations de dessalement d'eau de mer, pour répondre aux besoins croissants, en tenant compte des projets résidentiels et des nouveaux pôles urbains. Le gouvernement a également examiné un projet de décret exécutif relatif au Comité national de la sécurité de l'aviation civile et aux comités locaux de sécurité aéroportuaire.

Réunion du Conseil des participations de l'Etat

Le Conseil des participations de l'Etat (CPE) a tenu hier une réunion, présidée par le Premier ministre, Nadir Larbaoui, consacrée au transfert d'un certain nombre d'actifs immobiliers à caractère excédentaire de la société économique publique «Divindus zones

industrielles» au domaine privé de l'Etat, dans le but de les inclure ultérieurement au sein du portefeuille immobilier de l'Agence Algérienne de Promotion des Investissements (AAPI). Selon un communiqué des services du Premier ministre, cette décision s'inscrit dans le cadre de l'activation du nouveau dispositif, approuvé par le Président de la République, visant à instaurer plus de transparence dans la gestion économique du foncier destiné à l'investissement à travers la constitution progressive d'un portefeuille du foncier de l'AAPI, et de le placer aux sein des offres immobilières orientées au profit des opérateurs économiques et des porteurs de projets d'investissement.

R E.

ETATS-UNIS

Légère hausse des stocks de pétrole brut

Les stocks de pétrole brut ont légèrement augmenté aux Etats-Unis la semaine dernière et les stocks d'essence également, selon les données publiées mercredi par l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA). Lors de la semaine achevée le 31 mai, ces réserves commerciales ont progressé de 1,2 million de barils à 455,9 millions de barils. Les stocks d'essence ont gonflé de 2,1 millions de barils. Les analystes interrogés par Bloomberg prévoyaient un repli de 1,54 million de barils pour les stocks de brut et une hausse d'un million de barils pour les réserves d'essence. Un nouveau coup d'accélérateur des raffineries dont le taux d'utilisation des capacités a grimpé 95,4% contre 94,3% la semaine dernière, explique en partie la hausse des stocks d'essence due aussi à une moindre demande. La demande d'essence, très suivie par les opérateurs, a en effet glissé à 8,9 millions de barils par jour au lieu de 9,1 millions la semaine dernière. La hausse des réserves de brut pour sa part reflète en partie une progression des importations de 289.000 barils par jour. La production américaine de brut est toujours proche de son record à 13,1 millions de barils par jour. La demande de produits raffinés livrés au marché américain a augmenté à 20,51 millions de barils par jour contre 19,38 millions, la semaine d'avant. Les réserves stratégiques américaines (SPR), quant à elles, ont légèrement augmenté à 455,9 millions de barils, en hausse de 1,2 million de barils. Les cours du pétrole qui étaient en hausse de 0,50% environ avant la publication de ces données sont passés dans le rouge. Vers 15H20 GMT, le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en août cédait 0,10% à 77,43 dollars, son plus bas niveau depuis quatre mois, déjà atteint la veille. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en juillet, reculait de 0,25% à 73,08 dollars.

UN RESPONSABLE DU FMI
L'A SOULIGNÉ
«La situation
économique de
l'Algérie est
confortable»

Le gouverneur de la Banque d'Algérie (BA), Salah Ed-dine Taleb, a reçu le directeur exécutif au Conseil d'administration du Fond monétaire international (FMI), Baha-dor Bijani, qui a souligné les performances économiques solides de l'Algérie, renforçant sa position au sein de cette institution, a indiqué mardi un communiqué de la BA. Lors de leur entretien qui s'est tenu lundi à Alger, M. Bijani a relevé "la situation économique confortable de l'Algérie ainsi que la solidité des indicateurs affichés notamment en termes de reprise économique, de la balance des paiements et de la position extérieure, exprimés par la mission du FMI au titre de l'article IV", selon le communiqué. Le directeur exécutif a également relevé "la solidité des performances de l'Algérie au cours de ces dernières années, qui renforce davantage sa position au sein de l'institution", ajoute la même source. A noter que M. Bijani représente au sein du Conseil d'administration du FMI la circonscription dont l'Algérie est membre et qu'elle représente auprès du Comité monétaire et financier international.

SÉMINAIRE DES
AUTORITÉS ET INSTANCES
DE PROTECTION DES
DONNÉES PERSONNELLES
Bourehil à partir
d'aujourd'hui en
Turquie

Le président de l'Autorité nationale de la protection des données à caractère personnel (ANPDP), Samir Bourehil participe, jeudi en Turquie, à un séminaire qui regroupera les autorités et instances de protection des données personnelles de plusieurs pays dont le Mali, l'Azerbaïdjan, le Qatar, la Malaisie et la Turquie, intervient à l'invitation des présidents de l'Autorité de la protection des données à caractère personnel de la Turquie et de la Malaisie, ajoute le communiqué. La rencontre vise à "créer un forum de protection des données à caractère personnel", conclut le communiqué.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH EL AURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000

SONELGAZ

Mise en service d'importantes
installations énergétiques dans
plusieurs wilayas

Le groupe Sonelgaz a mis en service un nombre important de projets énergétiques dans plusieurs wilayas. La Sonelgaz tient à renforcer, consolider le réseau électrique et garantir un service de qualité en termes d'alimentation continue durant l'été 2024, a indiqué ce mardi un communiqué du groupe. A travers sa filiale « Gestionnaire du réseau de transport d'électricité (GRTE), Sonelgaz a mis en place un plan d'action spécial pour le renforcement du réseau de transport d'électricité durant l'été 2024, comprenant un certain nombre de projets, dont des centres de raccordement à l'électricité, des transformateurs et des stations mobiles, où 47

méga-installations énergétiques ont été mises en service, tandis que le taux d'avancement de 24 autres installations est compris entre 80 et 100 % », précise le communiqué. Ce plan concerne principalement 16 wilayas prioritaires, à savoir « Alger, Sétif, Constantine, Tizi Ouzou, Biskra, Tlemcen, Ouargla, Jijel, Bordj Bou Arréridj, Bouira, Béjaïa, Ghelizane, M'sila, Skikda, Blida et Tipaza », selon la même source. Dans le même sillage, et dans le cadre des préparatifs de l'été en cours et en exécution de l'ensemble des engagements pris par Sonelgaz en matière de renforcement du réseau de transport d'électricité, la branche Sonelgaz-Distribution a fina-

lisé le plan spécial relatif aux installations de moyenne tension, « en réalisant 687 transformateurs électriques et 2.054 kilomètres de réseau de distribution d'électricité », ajoute le groupe. Outre la garantie de la qualité et de la continuité du service, notamment pendant la saison estivale qui connaît une augmentation de la demande en électricité, ces installations contribueront, selon le communiqué, à « renforcer le réseau électrique pour répondre aux besoins du secteur économique et des projets structurants tels que les zones industrielles, les zones d'activités, les zones agricoles et les stations de dessalement de l'eau de mer ».

SESSIONS DE FORMATION SUR LE NOUVEAU SYSTÈME D'INFORMATION

Elles sont organisées exclusivement et gratuitement
au niveau de la Direction Générale des Douanes

La Direction générale des douanes (DGD) a indiqué, mardi dans un communiqué, que les sessions de formation sur le nouveau système d'information étaient organisées exclusive-

ment et gratuitement au niveau de ses services compétents. "La DGD tient à souligner que la programmation des sessions de formation sur le nouveau système d'information des Douanes algériennes «ALCES» est exclusivement assurée par ses services compétents, et elles sont accessibles à titre gracieux pour tous les utilisateurs externes de ce système", lit-on dans le communiqué. Ce rappel intervient suite à "la publication d'annonces sur les réseaux so-

ciaux, proposant des cycles de formation payants sur ce système, assurés par des centres privés ", ajoute-t-on de même source. Ainsi, "les Douanes algériennes informe tous les usagers concernés par l'utilisation de ce système numérique, opérateurs économiques, transitaires et déclarants en douane, de la possibilité de bénéficier gratuitement de sessions de formation au niveau de leurs services compétents", conclut la DGD.

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTÈRE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 05 جوان 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 05 Juin 2024

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة			المنتجات
Produits	DA / Kg	متوسط	أعلى	أدنى	
		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	75	86	63	البطاطا
	Tomate	83	94	72	الطماطم
	Oignon sec	76	85	67	البصل الجاف
	Ail sec	408	471	346	الثوم الجاف
	Ail vert	112	125	100	الثوم الأخضر
	Carotte	69	79	60	الجزر
	Navet	100	110	90	لفت
	Poivron	123	138	109	الفلفل الأخضر
	Piment	141	158	123	الفلفل الحار
	Courgette	87	98	77	الكوسة
	Haricot vert	205	225	186	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	131	146	116	الخس
Fruits frais	Pomme locale	447	564	330	التفاح المحلي
	Datte	569	700	438	التمر
	Melon	139	155	122	البطيخ الأصفر
	Pastèque	95	108	81	البطيخ الأحمر
	Banane	330	343	316	الموز
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1673	1827	1519	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	352	365	338	الدجاج
	Œufs (Unité)	16	17	15	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	95	102	89	حليب البقر (لتر)

ECONOMIE VERTE, L'HYDROGÈNE, LA GESTION DES DÉCHETS, LE RECYCLAGE

Un rapport du CNESE bientôt soumis au Président Tebboune

Le Conseil national économique, social et environnemental (CNESE), compte soumettre prochainement au Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, son nouveau rapport consacré à l'environnement en Algérie, a annoncé, hier à Alger, la présidente du Conseil, Rabéa Kharfi.

Synthèse S R

Elle s'exprimait dans une déclaration à la presse en marge d'une conférence nationale portant sur le thème "Enjeux et défis environnementaux de l'Algérie: une approche globale, des espaces sahariens au littoral", organisée par l'Institut national d'études de stratégie globale (INESG), en collaboration avec l'Ecole nationale supérieure des sciences de la mer et de l'aménagement du littoral (ENSSMAL), à l'occasion de la journée mondiale de l'environnement, coïncidant avec le 5 juin de chaque année. Dans ce cadre, Mme Kharfi a précisé que ce rapport de pros-

pective sur les défis environnementaux, qui sera remis au Président de la République, est focalisé, notamment sur le développement de l'économie verte, l'hydrogène, la gestion des déchets ainsi que le recyclage. Elle a également souligné que ce rapport a tenu compte des rapports précédents élaborés par le Conseil, en apportant une synthèse de toutes les actions réalisées auparavant avec une projection sur les défis et les enjeux dans les prochaines années. A cette occasion, la présidente du CNESE a rappelé l'intérêt accordé par le Président de la République dans son programme à la question environnementale, qu'elle a considérée comme "transversale et qui a un im-

pact direct sur le niveau et la qualité de la croissance économique, la durabilité, et la dimension sociale du pays". Tout en rappelant que le Conseil a pour mission d'éclairer, d'émettre des réflexions et d'évaluer les questions environnementales à la faveur des dispositions de la Constitution de 2020, la présidente du CNESE a souligné, par ailleurs, l'importance de la conférence nationale initiée par l'INESG et l'ENSSMAL sur le thème des enjeux et défis environnementaux de l'Algérie. Cette conférence a été marquée par des communications et des débats sous forme de panels, animés par des représentants d'institutions, des scientifiques et des experts.

ENVIRONNEMENT MARIN

Appel à intensifier les efforts de sensibilisation aux risques de pollution par les métaux lourds

L'enseignant universitaire et chercheur en environnement, Nouredine Soltani, a appelé à intensifier les efforts de sensibilisation des citoyens, des opérateurs économiques et des industriels pour une meilleure protection de l'environnement marin et des eaux, et ce en réduisant les risques qui les menacent, notamment la pollution par les métaux lourds. Lors d'une conférence tenue mardi, à Alger sous le thème "La pollution des eaux : outils de bio surveillance, contaminants métalliques et impacts", organisée à l'initiative de l'Académie algérienne des sciences et des technologies (AAST), le chercheur a mis l'accent sur la nécessité de "travailler davantage dans le domaine de la communication et de la sensibilisation auprès des citoyens et au sein de tous les cycles du système éducatif sur l'importance du tri sélectif des déchets et de leur bonne gestion, parallèlement à la réalisation de nouvelles unités de traitement

dans les usines" en vue de préserver le milieu marin et les eaux. Dans le même contexte, il a expliqué que l'été est la période propice pour intensifier les efforts des intervenants parmi les organismes, les institutions et les organisations de la société civile ainsi que des médias pour sensibiliser les différentes catégories de citoyens, notamment au niveau des plages. Bien qu'"une amélioration de la qualité des eaux côtières nationales ait été enregistrée récemment", M. Soltani a mis en garde contre certains éléments chimiques et métaux lourds polluants, notamment le "cadmium", qui malgré une présence "faible en Algérie et sans incidence sur la santé publique en général, reste hautement toxique, car il s'agit d'un métal provenant d'activités industrielles telles que les unités de fabrication de batteries, d'engrais, etc...". L'universitaire mène des recherches, dans le cadre de la surveillance biologique, sur l'impact de la pollution marine

par des métaux lourds d'origine industrielle sur nombre d'organismes marins, et ce au niveau des côtes de la wilaya d'Annaba. Au regard de leur dangerosité pour l'environnement et l'homme, les métaux lourds figurent en tête des préoccupations des chercheurs algériens spécialisés au cours des deux dernières années, suivis par les particules de plastique, les pesticides et les hydrocarbures en particulier, a indiqué l'expert lors de la conférence organisée à l'occasion de la Journée mondiale de l'environnement. Il a également souligné les efforts de recherche en cours menés par de nombreuses universités nationales pour étudier et évaluer la qualité des eaux marines dans les wilayas de Jijel, Oran, Alger et Annaba. Dans une déclaration à la presse, le conférencier a affirmé l'importance d'améliorer la gestion et le recyclage des déchets plastiques et de traiter les eaux usées, soulignant qu'il y a eu une baisse des

taux de pollution plastique ces dernières années en raison de l'évolution de l'activité de récupération de cette matière. L'intervenant a fait remarquer que l'environnement marin national est impacté par les activités humaines notamment l'industrie, le transport et l'urbanisme, et que "les différents polluants proviennent à 80% des activités terrestres et à 20% des activités marines de l'homme". Par ailleurs, il a appelé à l'actualisation du cadre juridique et réglementaire relatif aux polluants chimiques en général et aux eaux en particulier, d'autant que la majorité des textes remontent à près de 30 ans. Le conférencier a fait savoir que de nouveaux éléments polluants sont découverts de manière continue, ce qui "rend difficile l'établissement de critères par rapport aux taux de présence de chaque élément, et nécessite la mise en place d'un texte juridique relatif à la lutte contre la pollution maritime".

R E.

DÉDOUBLEMENT DE LA RN-1 SUR LE TRONÇON GHARDAÏA-EL MENIAÂ Lancement des travaux de la 1ère tranche en juillet prochain

Les travaux de réalisation de la 1ère tranche de dédoublement de la Route nationale RN-1 sur le tronçon Ghardaïa-El Meniaâ devraient être lancés au début du mois de juillet prochain, a-t-on appris mercredi auprès de la Direction des Travaux publics (DTP) de la wilaya de Ghardaïa. Dotés d'une enveloppe financière de 1,6 milliard de DA, ces travaux visant à améliorer la sécurité routière, porteront essentiellement sur une distance de 10 km entre le carrefour à l'entrée sud de Ghardaïa, à l'intersection de la RN-1 Ghardaïa/El Meniaâ avec la RN-49 Ghardaïa/Ouargla au lieu-dit "Fuiniss" jusqu'à Oued Metlili, a précisé le directeur du secteur, Brahim Chenine. S'inscrivant dans le cadre de la stratégie de la réalisation d'une voie expresse reliant Ghardaïa/El Meniaâ voire le Nord et l'extrême Sud du pays émise dans le schéma directeur d'aménagement du territoire, ce projet portera principalement sur l'élargissement, la modernisation et le renforcement de l'axe de la RN-1, en vue de sa mise en adéquation avec le flux croissant et ininterrompu de la circulation routière entre les wilayas du Nord et Sud du pays dont la RN-1 (épine dorsale) du réseau routier vers les pays subsahariens, a soutenu le DTP. Les travaux de dédoublement permettront également d'éliminer l'ensemble des virages dangereux et les "points noirs" à l'origine d'accidents de circulation existant sur le tracé de la RN-1 traversant la wilaya de Ghardaïa, de réduire le temps et le coût du transport, améliorer la fluidité du trafic, le niveau de service, le confort et la sécurité routière et facilitera le transport des marchandises entre les villes du Sud du pays et les grands centres de production et de distribution, a fait savoir le même responsable. Les travaux de cette première tranche de 10 km confiés à l'entreprise locale "Benhamouda" qui génère la création de plusieurs postes d'emploi direct, seront suivis du lancement d'autres tranches, afin d'assurer la jonction routière sur près de 70 km avec les limites territoriales de la wilaya d'El Meniaâ, a souligné M. Chenine. "L'élargissement et le dédoublement du tronçon de cette infrastructure routière entre Ghardaïa et El Meniaâ prévu selon le cahier de charges pour 24 mois, vont permettre de réduire les accidents de la route, d'augmenter la capacité de fluidité de la route, d'encourager l'investissement dans l'agriculture, l'habitat et l'industrie sur cet axe important de la région du Sud du pays", a-t-il expliqué. La wilaya de Ghardaïa dispose d'un réseau routier de 1.037 km de routes nationales (sans tenir compte des 52 km de la route de contournement de la vallée du M'zab), de 292 km de chemins de wilayas et de 43 km de routes communales dont 25 km revêtus.

R E.

INCENDIE DANS UNE USINE DE BRIQUETS À BOUMERDES Pas de pertes en vie humaines

Un incendie s'est déclaré mercredi matin, dans une usine privée de fabrication de briquets de la commune d'Ouled Moussa, à l'Ouest de Boumerdes, sans causer de pertes en vie humaines, ni de blessés, a-t-on appris des services de la protection civile de la wilaya, qui ont assuré la poursuite des efforts pour son extinction. "Des efforts

sont en cours pour l'extinction de l'incendie déclaré aux environs de 9h00 de la matinée, dans l'usine située à la cité Kara Mustapha de la commune d'Ouled Moussa", a indiqué à l'APS le chargé de la cellule de communication, le lieutenant Hocine Bouchachia. Il a souligné la mobilisation des unités de la protection civile des communes de

Boudouaou, Khemis El Khechna, Boumerdes et Thenia, avec l'appui de l'Unité nationale d'instruction et d'intervention et de l'unité de Rouiba (Alger), pour l'extinction de l'incendie. "Aucun décès, ni blessé n'ont été déplorés parmi les employés de l'usine suite à l'incendie", a ajouté le même responsable, précisant qu'une action est en cours pour détermi-

ner les causes de ce sinistre. A noter que la wali Fouzia Naâma s'est déplacée sur le lieu de l'incendie, où elle s'est enquis des efforts en cours pour son extinction et de l'étendue des dégâts causés à cette usine, après avoir été rassurée sur la sécurité des employés.

R E.

BATNA

Pose de la première pierre de 3 usines de production de matières premières de médicaments du groupe Saïdal

La première pierre de trois usines de production de matières premières de plusieurs médicaments du groupe Saïdal a été posée mardi après-midi dans la zone industrielle de la ville de Batna en présence des ministres de l'Industrie et de la Production Pharmaceutique, Ali Aoun, et de l'Hydraulique, Taha Derbal, accompagnés du chef de l'exécutif local, Mohamed Benmalek. Il s'agit d'une usine de production des cristaux d'insuline d'une capacité annuelle de 1.500 kg, d'une deuxième de production des matières premières pour le paracétamol l'acide salicylique d'une capacité annuelle de 2.000 tonnes et d'une troisième de production de matières premières pour les médicaments des maladies cardiovasculaires, inflammatoires et du diabète d'une capacité de 4 tonnes/an. Le ministre de l'Industrie et de la Production Pharmaceutique a déclaré à l'occasion que les délais de réalisation de ces trois usines pour la construction desquelles une enveloppe financière de 3,575 milliards DA a été octroyée "ont été fixés à 18 mois", assurant qu'elles contribueront à élever le taux d'intégration de l'industrie pharmaceutique en Algérie de sorte à couvrir les besoins du pays et diriger l'excédent vers l'exportation. M. Aoun a ajouté que cette démarche s'inscrit dans le cadre des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, relatives à la consolidation de l'industrie pharmaceutique en Algérie et de son taux d'intégration pour garantir la sécurité sanitaire des citoyens et renforcer les exportations hors hydrocarbures. Concernant le choix de Batna pour l'implantation de ces projets d'investissement importants du groupe Saïdal venus renforcer l'industrie pharmaceutique nationale et réduire les importations, le ministre a indiqué que tous les moyens sont disponibles dans cette wilaya dont une main d'œuvre spécialisée assurée par l'université de Batna, l'existence d'une assiette foncière suffisante pour les trois projets appelés à faire de la wilaya un pôle futur de l'industrie pharmaceutique en plus de son leadership dans l'industrie céramique. Les deux ministres ont clôturé leur visite dans la wilaya de Batna par l'inauguration d'une unité de céramique dans la commune de Fesdis après avoir inspecté la station d'épuration des eaux usées de la ville de Batna où ils ont reçu des explications sur l'importance de cette infrastructure qui représente une extension de l'ancienne station entrée en activité au milieu des années soixante-dix.

AÉROPORT INTERNATIONAL D'ALGER

Le projet du terminal Est en cours de lancement

Le projet de réalisation d'un nouveau terminal à l'est de l'Aéroport international d'Alger "Houari Boumediene" est en cours de lancement, et ce, pour faire face aux flux de voyageurs dans les prochaines années, a indiqué mardi à Alger le PDG de la Société de gestion des services et infrastructures aéroportuaires d'Alger (SGSIA), Mokhtar Said Mediouni.

M. Mediouni s'exprimait lors de la cérémonie de signature d'un accord de coopération scientifique au siège du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, entre trois établissements universitaires et la SGSIA, en vue de fournir des services et des solutions techniques et technologiques modernes. Dans ce cadre, le PDG de la SGSIA a fait savoir, lors de son intervention, que le terminal "Est", qui va s'ajouter au terminal "Ouest", sera doté de nouvelles zones de transit et va renforcer les capacités de l'aéroport qui devra accueillir cette année plus de 10 millions de passagers. M. Mediouni a évoqué également la réalisation d'un nouveau "village cargo" pour le transport de marchandises et des projets pour automatiser toutes les opérations aéroportuaires, notamment le traitement des bagages et le contrôle des pas-

sagers avec le recours aux solutions technologiques. Dans ce sillage, il a souligné l'importance de ces projets pour placer l'aéroport international d'Alger comme une "grande plateforme aéroportuaire dans la région", assurant que le rôle de hub de l'aéroport tel qu'il a été évoqué par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, est devenu "une réalité avec un important trafic de passagers transitant actuellement de l'Est de l'Europe vers l'Europe de l'Ouest, et de l'Europe vers l'Afrique en passant par l'aéroport d'Alger". Cette dimension "hub" de l'aéroport d'Alger sera aussi renforcée par les futures lignes aériennes que compte lancer prochainement la compagnie nationale Air Algérie notamment vers des pays de l'Amérique du Nord et du Sud, a-t-il également précisé soulignant que "l'aéroport international d'Alger est classé aujourd'hui parmi les plus

modernes dans le monde". Evoquant l'accord de partenariat signé avec les établissements universitaires, M. Mediouni a mis en avant l'importance de ce partenariat avec le monde universitaire pour développer des solutions technologiques notamment dans le domaine de l'intelligence artificielle. "Pour être au diapason de la demande qui sera en hausse, il faudrait développer des solutions technologies pouvant assurer la fluidité des passagers grâce à la reconnaissance faciale. Nous disposons de capacités au sein des universités algériennes pour réaliser ces projets. Nous sommes disposés à donner aux jeunes étudiants algériens l'opportunité de développer ses technologies", a-t-il estimé, s'engageant à accueillir au sein de son entreprise les étudiants algériens lauréats, récemment, du Concours international "Huawei ICT Compétition" en Chine

ORAN

Réalisation de routes et l'éclairage public dans la commune d'Es-Senia

Une enveloppe financière de plus de 100 millions DA a été allouée par la commune d'Es-Senia (Oran) pour la réalisation de routes et de l'éclairage public, a-t-on appris, mardi, du président de l'Assemblée populaire communale (P/APC) de cette collectivité. Djamel Chala a indiqué à l'APS que la commune a bénéficié, récemment, de cette enveloppe financière dans le cadre du Plan communal de développe-

ment et de la Caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales pour l'année 2024, et ce pour la réalisation de projets de développement, dont certains sont en cours et d'autres en voie de l'être, notamment en ce qui concerne la réalisation de routes et de l'éclairage public. Le même élu a ajouté que parmi ces programmes, il y a lieu de citer la réalisation d'une double voie sur une distance de 1,4 km, reliant le centre de la

commune à haï "Cherif Yahia", ainsi que le dédoublement de la voie reliant haï "Houari Boumediene", ainsi que la réalisation de l'éclairage public et une vaste opération de reboisement. Il sera procédé aussi à la réalisation de deux autres routes, l'une reliant la zone de "Cherklaoua" d' Aïn Beida au chemin de wilaya CW 2 sur une distance de 800 mètres, qui mène vers la commune de Misserghine, et la seconde, mitoyenne

au cimetière de "Haï Houari Boumediene", menant à haï "Kara", et ce dans le but d'alléger la pression exercée sur le CW 33, selon le Président de l'Assemblée populaire communale d'Es-Senia. Il est prévu également le lancement prochain des travaux de réalisation du réseau d'éclairage public sur une longueur de 3 km à partir du CW 73 jusqu'à l'intersection du CW 33 d'Aïn Beida, a-t-on conclu.

CONSTANTINE

Ouverture de la 2^e édition du salon ConstanTIC

La 2ème édition du Salon du digital, de la numérisation et des technologies de l'information et de la communication, ConstanTIC, s'est ouverte mardi à Constantine avec la participation de plus de 20 exposants spécialisés dans les équipements de l'information, de la communication et du digital. Placée sous le parrainage du ministère de l'Economie de la Connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises et du ministère de la Poste et des Télécommunications, la manifestation a été ouverte par le wali de Constantine, Abdelkhalek Sayouda accompagné des autorités locales. M. Sayouda a visité les différents stands du Salon qui présente les technologies de contrôle à distance des structures via l'internet et des applications numériques, les équipements pour les transactions électroniques, les produits nouveaux de gestion des entreprises et de numérisation de

leurs services ainsi que d'accompagnement des malades et de suivi de leurs parcours thérapeutiques. Dans une déclaration à la presse en marge de la cérémonie d'ouverture, Mohamed Seifeddine Salhi, directeur général de l'entreprise " MediaSmart ", initiatrice du Salon, a indiqué que cette édition réunit "des pionniers mondiaux des technologies numériques destinées, notamment aux entreprises administratives soucieuses d'opérer la transition numérique, de développer leurs prestations publiques et de numériser leurs services conformément aux orientations des autorités supérieures du pays". L'objectif du Salon consiste également à présenter les technologies numériques modernes et faciliter leur acquisition par les professionnels du secteur et même les particuliers et à offrir aux start-up un espace pour dévoiler leurs innovations et conclure des partenariats avec les différentes entreprises

économiques et industrielles, a-t-il ajouté. Le programme du Salon comporte des conférences et workshops interactifs animés par les experts internationaux autour de divers thèmes dont l'e-commerce, la sécurité digitale et l'intelligence artificielle (IA) offrant ainsi aux participants une expérience didactique pratique pour développer leurs connaissances et échanger leurs expériences avec des experts industriels. La manifestation qui se poursuivra jusqu'à jeudi prochain offrira aussi, a-t-il ajouté, " un espace de rencontre " ouvert aux entreprises et demandeurs d'emploi et un autre destiné aux organismes publics partenaires du développement du secteur, aux agences spécialisées, aux prestataires de services, aux experts et aux consultants outre un espace visant à permettre aux entreprises d'intégrer un réseau de coopération et de nouer des relations et des partenariats stratégiques.

INDUSTRIE DE L'ARMEMENT

Un pantoufflage financé sur fonds publics

Un programme du Pentagone envoie des officiers militaires travailler pendant un an pour les plus grandes sociétés de défense, de technologie et de finance. Ces personnes font ensuite leur rapport au ministère de la Défense, ce qui contribue à placer les intérêts des entreprises au cœur même de la stratégie militaire américaine.

1^{ère} partie

Freddy Brewster (*)

Pendant près de trente ans, le ministère de la Défense a utilisé l'argent des contribuables pour envoyer des officiers d'élite travailler pour certaines des plus grandes entreprises privées du Pentagone. Selon un rapport exclusif du Quincy Institute for Responsible Statecraft qui nous a été communiqué, cet arrangement public-privé a permis au lobbying d'entreprise déguisé en recommandations politiques d'atteindre les plus hautes sphères du ministère de la Défense.

De 1995 à 2021, plus de 315 officiers d'élite ayant des grades aussi élevés que colonel ou contre-amiral ont été placés chez des fabricants d'armes de premier plan tels que Boeing, Raytheon et Lockheed Martin, ainsi que dans d'autres entreprises ayant des contrats gouvernementaux d'une valeur de plusieurs milliards de dollars. Cet arrangement a également coïncidé avec une augmentation spectaculaire des dépenses du ministère de la défense en faveur des entreprises privées, évaluées à des milliers de milliards de dollars.

Ce programme, appelé « Secretary of Defense Executive Fellows » (SDEF) (Les boursiers du secrétaire d'État à la Défense ; NdT), envoie des officiers à la carrière militaire prometteuse travailler pendant un an pour des entreprises de premier plan dans les secteurs de la défense, de la technologie, de la finance et d'autres industries. Ces boursiers rendent ensuite compte de la manière dont le ministère de la défense pourrait intégrer certaines des pratiques et politiques commerciales de ces entreprises. Ce programme a contribué à placer les intérêts des entreprises au cœur même de la stratégie militaire américaine.

Le rapport de l'Institut Quincy, un groupe de réflexion à but non lucratif, est le premier examen détaillé du programme SDEF. Le rapport met en doute l'intégrité du programme de bourses, le qualifiant « d'outil de lobbying de facto » pour les entreprises privées et de « pantoufflage financé par le contribuable », plus de 40 % des boursiers vont ensuite travailler pour des entreprises publiques à un moment ou à un autre de leur carrière post-militaire.

« Des décennies de recommandations du SDEF ont toujours été axées sur des réformes qui profiteraient aux entreprises et renforceraient leur influence sur le (ministère de la Défense) », indique le rapport. Près d'un tiers des boursiers ont été affectés aux cinquante premières entreprises fournissant le gouvernement, et 15 % sont allés travailler pour Boeing, General Dynamics, Lockheed Martin, Northrop Grumman et Raytheon – les cinq premières entreprises militaires. Ces cinq entreprises de défense ont dépensé plus de 830 millions de dollars en lobbying auprès du ministère de la défense et d'autres entités fédérales au cours des années où elles avaient des boursiers, comme le montrent les dossiers réglementaires.

À la fin de leur programme, les boursiers détaillent leur expérience et, parfois, promeuvent les principaux points de discussion de l'entreprise devant certains des plus hauts responsables de l'armée, y compris les vice-chefs d'état-major. Benjamin Freeman, l'un des auteurs du rapport de l'Institut Quincy, nous a déclaré que cet arrangement représentait « une opportunité incroyable » pour les sous-traitants du Pentagone.

« Les lobbyistes saliveraient à l'idée de pouvoir informer les dirigeants du département de la Défense à ce niveau », a-t-il ajouté. « Il s'agit d'un meilleur lobbying que tout ce que l'argent peut acheter pour ces entreprises. Lorsque c'est un officier de l'armée qui revient au ministère de la Défense et qui dit les mêmes choses, les gens vont s'en préoccuper beaucoup plus qu'ils ne le feraient si ces propos venaient d'un lobbyiste. »

Des décennies de recommandations du SDEF ont incité à plusieurs reprises le ministère de la défense à confier des services à des entreprises privées, ce qui a coïncidé avec une augmentation dramatique des dépenses du Pentagone.

Des décennies de recommandations de collègues ont à maintes reprises exhorté le ministère de la Défense à externaliser des services à des entrepreneurs privés, ce qui a coïncidé avec une augmentation dramatique des dépenses du Pentagone. Depuis 2001, le Pentagone a dépensé plus de 14 000 milliards de dollars, dont près de la moitié a été confiée à des entreprises privées, selon un rapport publié en 2021 par l'Institut Watson de l'université Brown.

Au cours de cette même période, près d'un million de personnes ont été tuées, dont environ 432 000 civils et 7 053 militaires américains, en raison des interventions militaires américaines en Afghanistan, en Irak, en Syrie et dans d'autres pays.

Le programme SDEF est un exemple frappant de l'imbrication entre le ministère de la Défense et les entreprises privées de défense et de la façon dont le ministère de la Défense en est venu à embrasser le complexe militaro-industriel, a déclaré Brett Heinz, auteur principal du rapport.

« Vous avez à la fois une immense armée et une immense industrie de l'armement, et il ne s'agit pas seulement d'une relation commerciale, c'est plus intime que cela, c'est l'industrie de l'armement qui influence les opérations de l'armée elle-même », nous a dit Heinz. « Il s'agit de réunir ces deux entités de manière à brouiller les frontières entre l'intérêt public et l'intérêt privé. »

Selon le rapport de l'Institut Quincy, il n'existe pas de données publiques sur le montant des dépenses du Pentagone pour le programme de bourses. Le ministère de la Défense n'a pas répondu à une demande de renseignements.

« Externaliser tout ce qui n'est pas essentiel au ministère de la Défense »

William J. Perry, secrétaire à la Défense sous le président Bill Clinton, et James Roche, secrétaire à l'armée de l'Air sous le président George W. Bush, ont contribué au lancement du programme SDEF en 1995 en tant qu'« investissement à long terme dans la transformation de nos forces et de nos capacités », indique le ministère de la Défense sur son site web.

Perry a déclaré que l'armée devait « construire un cadre d'officiers qui comprennent non seulement le métier des armes, mais aussi les changements révolutionnaires dans les technologies de l'information et les technologies connexes », selon le rapport.

En 2004, Roche a démissionné de son poste de secrétaire de l'armée de l'Air à la suite d'une enquête gouvernementale qui a révélé qu'il avait abusé de sa position pour aider un collègue à obtenir un emploi auprès de son ancien employeur, Northrop Grumman, un fabricant d'armes qui collabore avec le Pentagone.

Selon le rapport de Quincy, le programme de bourses est passé de cinq boursiers dans sa cohorte inaugurale de 1995 à environ dix-neuf en 2021. Chaque branche de l'armée est représentée dans le programme, et les boursiers comprennent des colonels, des lieutenants-colonels et des contre-amiraux – des grades qui nécessitent souvent plus de vingt ans de service pour être atteints.

Chaque branche de l'armée est représentée dans le programme du SDEF, et les boursiers comprennent des colonels, des lieutenants-colonels et des contre-amiraux.

À la fin de leur programme d'un an, les boursiers publient des rapports écrits pour obtenir des crédits universitaires et font des présentations aux hauts fonctionnaires du ministère de la défense sur certains des principaux enseignements tirés de leur séjour dans les entreprises. Ces rapports écrits et ces présentations servent à la fois de recommandations politiques pour le ministère de la défense et d'outil de lobbying subtil pour les entreprises dans lesquelles les boursiers ont travaillé.

« Il est indéniable que bon nombre de ces recommandations apportent des avantages financiers évidents aux entreprises d'accueil dont elles émanent, parfois de manière scandaleusement lucrative », indique le rapport de l'Institut Quincy.

Selon le rapport Quincy, l'une des recommandations les plus courantes pour le département de la défense est d'externaliser les fonctions essentielles du département.

Une des premières cohortes a recommandé que le ministère de la défense « externalise tout ce qui n'est pas essentiel au DoD [le ministère de la Défense] ». D'autres groupes ont recommandé l'externalisation des technologies de l'information, des services médicaux, de la recherche et de la conception, des finances et de la comptabilité, ainsi que de l'administration du personnel.

La cohorte 2013 des boursiers a recom-

mandé l'abrogation d'une règle du département de la Défense qui empêche l'agence de dépenser plus de 50 % de son budget de maintenance des dépôts militaires pour les entrepreneurs. Boeing et Lockheed Martin ont tous deux parrainé des boursiers de la cohorte et ont fait pression sur le ministère de la défense et d'autres entités fédérales en 2013 sur les questions de politique et de maintenance des dépôts, comme le montrent les déclarations de lobbying.

Les entrepreneurs du département de la Défense reçoivent environ la moitié du budget de l'agence pour fournir divers services et produits allant de la fabrication d'armes au stockage de données, et pourtant les boursiers du programme ont régulièrement signalé à la direction que les entrepreneurs avaient besoin de plus de fonds, selon le rapport. Les boursiers des cohortes du milieu des années 2010 ont déclaré que les contrats du ministère de la Défense « faisaient fuir l'industrie » en raison des faibles marges bénéficiaires et que le ministère de la défense devrait « considérer le profit comme nécessaire [...] pour créer une situation gagnant-gagnant », selon le rapport de l'Institut Quincy.

D'autres boursiers ont recommandé au ministère de la défense de faire davantage affaire avec les entreprises pour lesquelles ils ont travaillé, telles que le géant de la santé CVS Health, le fabricant d'équipements miniers et de matériel Caterpillar et le conglomérat ferroviaire Norfolk Southern.

« L'argument en faveur de ce programme est qu'il s'agit des futurs dirigeants de l'armée », a déclaré Freeman à l'Institut Quincy. « Ce programme pourrait leur servir de tremplin, mais nous avons constaté que les choses étaient différentes. »

Les fabricants d'armes en profitent

Les fabricants d'armes ont été les principaux bénéficiaires du programme, les plus grands entrepreneurs militaires (Boeing, General Dynamics, Lockheed Martin, Northrop Grumman et Raytheon) ayant reçu plus de quarante-cinq boursiers au fil des ans.

Selon une étude de l'université Brown, les fabricants d'armes ont dépensé plus de 2,5 milliards de dollars en lobbying depuis 2001 et, au cours des cinquante dernières années, ils ont engagé environ sept cents lobbyistes par an pour inciter les législateurs, les agences et les régulateurs fédéraux à adopter les politiques qu'ils préfèrent.

Les fabricants d'armes ont dépensé plus de 2,5 milliards de dollars en lobbying depuis 2001.

(*) Journaliste indépendant et a été publié dans le Los Angeles Times, NBC News, CalMatters, le Lost Coast Outpost et d'autres publications en Californie.
Source : Jacobin, Freddy Brewster, 23-04-2024
Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

LA MECQUE (ARABIE SAOUDITE)

Une exposition pour sensibiliser à la cybersécurité pendant le Hajj

L'événement de quatre jours vise à sensibiliser à la cybersécurité grâce à des méthodes innovantes et interactives, soulignant l'importance de la sécurité nationale.

En partenariat avec le ministère de l'Intérieur, l'Autorité nationale de la cybersécurité organise une exposition pour la sensibilisation à la cybersécurité pendant la saison du Hajj à La Mecque, rapporte aujourd'hui l'agence de presse saoudienne.

L'événement se déroule en présence du vice-ministre de l'Intérieur chargé des affaires technologiques, Thamer al-Harbi. L'événement de quatre jours vise à sensibiliser à la cybersécurité grâce à des méthodes innovantes et interactives, soulignant l'importance de la sécurité nationale.

L'exposition, qui cible les employés des agences gouvernementales participant à la saison du Hajj cette année, passe en revue les principes de cybersécurité et leur importance à l'échelle nationale. Elle présente, par ailleurs, une simulation en direct de cyberattaques contre des individus et des organisations, elle explique les pratiques sécuritaires à travers un ensemble de méthodes interactives et elle fournit des consultations générales et des recommandations pour éviter de tomber dans le piège du phishing (« hameçonnage électronique »).

HYDROGÈNE VERT

La Tunisie se lance dans la course

Avec la nouvelle stratégie pour le développement de l'hydrogène vert, la Tunisie affiche clairement sa volonté de se joindre à la course à l'hydrogène vert, une filière émergente que les pays d'Afrique du Nord considèrent avec beaucoup d'intérêt.

En effet, grâce à leur proximité avec l'UE qui a fait de cette nouvelle énergie une priorité, les pays nord-africains placent beaucoup d'espoir dans une industrie qui semble, de prime abord, prometteuse. L'objectif de la Tunisie est ambitieux : exporter environ 6,3 millions de tonnes d'hydrogène vert par an d'ici 2050 vers l'UE par pipeline, tout en alimentant le marché local avec environ 2 millions de tonnes sous forme d'hydrogène vert ou de ses dérivés.

Selon le ministère de l'industrie, de l'énergie et des mines, cette stratégie a été élaborée dans le cadre d'un processus participatif et inclusif regroupant toutes les parties prenantes. Elle vise à positionner la Tunisie en tant qu'acteur clé dans le secteur de l'hydrogène vert, tant au niveau local qu'international.

La vision stratégique de la Tunisie repose sur une combinaison entre le marché local et l'exportation. Le marché local, notamment la production d'ammoniac vert pour le secteur des engrais, serait activé à court terme. À long terme, l'exportation d'hydrogène vert deviendra le moteur principal du développement économique et industriel du pays. La stratégie nationale prévoit que la Tunisie devienne un exportateur net



d'hydrogène vert, s'intégrant à la dorsale hydrogène de l'UE.

Un soutien financier et organisationnel international

Les cibles ambitieuses de la feuille de route visent à exporter environ 6,3 millions de tonnes d'hydrogène par an d'ici 2050, tout en alimentant le marché local avec environ 2 millions de tonnes sous forme d'hydrogène vert ou de ses dérivés tels que l'ammoniac vert, le méthanol vert et les carburants

synthétiques verts. Cependant, la mise en œuvre de cette feuille de route reste tributaire des financements extérieurs.

En effet, l'exécution de cette stratégie repose sur un soutien financier et organisationnel international, ainsi que sur des accords-cadres à long terme avec des producteurs et partenaires. Par souci de transparence et d'efficacité, la stratégie nationale définit un plan et une structure dédiée pour la mise en œuvre de la feuille de route. Cette feuille de route sert à signaler clairement aux investisseurs et partenaires internationaux le potentiel de la filière de l'hydrogène vert en Tunisie. Ainsi, le plan fournit une proposition de connexion entre les centres de production de l'hydrogène vert et ses dérivés avec les centres de demande pour le marché local et celui de l'exportation. L'introduction d'un « backbone H2 tunisien » à partir du sud du pays, relié à celui de l'UE au Nord, permet ainsi l'optimisation énergétique et économique du stockage et du transport d'énergie et d'hydrogène. Cela serait possible en exploitant l'infrastructure gazière existante et en prévoyant de nouvelles connexions pour alimenter le marché local et celui de l'exportation.

EGYPTE

Le parlement adopte le budget de l'Egypte 2024-2025 avec une hausse des dépenses de 29%

Le ministre égyptien des Finances, Mohamed Maait, a annoncé que 3 870 000 milliards de livres égyptiennes sont allouées aux dépenses, dont 496 milliards de livres pour la santé, 565 milliards de livres pour l'enseignement préuniversitaire, 575 milliards pour les salaires et 154,5 milliards pour la subvention des matières pétrolières. Les recettes du budget

2024/2025 s'élèvent à 2600 milliards de livres égyptiennes, soit une hausse de 8,5% par rapport à l'exercice en cours. Les dépenses constituent 22,6% du produit intérieur du prochain exercice fiscal, par rapport aux résultats attendus d'ici la fin juin 2024. Selon le communiqué diffusé, les recettes sont estimées à 2 600 milliards de livres (dont 2 000 milliards de revenus

d'impôts), soit 15,4% du produit intérieur, avec une augmentation de 8,5% par rapport aux estimations attendues pour l'exercice en cours. « Nous visons à réaliser un excédent primaire de 591,4 milliards de livres, d'environ 3,5% du produit intérieur (PIB) estimé pour le prochain exercice, par rapport à un excédent primaire d'environ 805,1 milliards de livres sont atten-

us d'ici la fin de l'exercice en cours, soit 5,75% du PIB », a dit le ministre des Finances Mohamed Maait. Le surplus primaire est la différence entre les recettes des administrations publiques et leurs dépenses hors charges d'intérêts sur la dette publique. Selon le budget 2024-2025, les allocations des salaires ont témoigné d'une hausse signifi-

cative en passant de 494 milliards de livres l'année passée à 575 milliards de livres pour les fonctionnaires de l'Etat. Cette augmentation est due, selon lui, aux derniers paquets prévus pour les fonctionnaires, qui comprenaient une augmentation du salaire minimum de 50% pour atteindre 6 000 livres par mois.

ARABIE SAOUDITE

Amélioration des perspectives de croissance

En Arabie saoudite, la baisse de la production pétrolière pèse sur la croissance économique, mais l'activité hors-pétrole est dynamique grâce à des programmes massifs d'investissement.

En Arabie saoudite, l'activité économique est contrastée. On a d'un côté une baisse de la production pétrolière étant donné le rôle moteur de l'Arabie saoudite dans la politique restrictive de l'OPEP et de l'autre côté, des secteurs non pétroliers qui sont très dynamiques, notamment les services et

l'investissement dans les infrastructures.

En 2023, l'activité a été orientée négativement avec une récession de 0,8 % en raison de la baisse de la production de pétrole et d'une demande chinoise en produits pétrochimiques qui a été plus faible qu'attendu.

En 2024, la croissance devrait être très légèrement positive. On s'attend à 1,2 %. En effet, la production pétrolière ne devrait repartir à la hausse qu'à la fin de l'année 2024. Et du côté des secteurs non pétroliers, un certain

nombre de contraintes pourraient ralentir le rebond de ce secteur. En effet, le taux de chômage s'est stabilisé et le taux de participation de la population active a arrêté de progresser depuis environ deux ans, malgré la forte hausse du taux de participation des femmes depuis plusieurs années.

Une autre source de contraintes à la reprise économique des secteurs non pétroliers est la hausse des coûts de production, qui est notamment liée aux perturbations du trafic maritime en mer Rouge.

À moyen terme, la croissance des secteurs non pétroliers devrait rester soutenue, notamment grâce au dynamisme de la consommation des ménages et à l'investissement, dans le cadre du programme Vision 2030. Dans ce contexte, la diversification de l'économie devrait progresser, notamment dans les secteurs des services et de l'industrie.

Cette diversification pourra s'appuyer sur la puissance financière et la forte capacité d'endettement des fonds souverains saoudiens.

CÔTE D’IVOIRE

Banque Atlantique participe au reboisement de la forêt classée d’Audoïn

Dans une démarche empreinte de responsabilité sociale, Banque Atlantique Côte d’Ivoire, filiale du Groupe panafricain Banque Centrale Populaire (BCP), renforce son engagement envers la durabilité environnementale, en s’associant à l’Institut National des Administrateurs de Côte d’Ivoire (INAD-CI). Cette collaboration a permis d’initier une opération de reboisement de cinq hectares dans la forêt classée d’Audoïn, située dans la commune de Jacqueville, dans la région des Grands-Ponts.

L’opération de reboisement s’inscrit dans le cadre du partenariat signé le 7 mars 2024 entre Banque Atlantique et l’INAD-CI. En adhérant au Programme « Plan Vert » de l’INAD-CI, Banque Atlantique s’est engagée à reboiser vingt-cinq hectares de forêts entre 2024 et 2029, à raison de cinq hectares par an. Supervisée par la Société de Développement des Forêts (SODEFOR), l’opération de planting s’est déroulée en présence de M. Arsène Coulibaly, Directeur Général de Banque Atlantique Côte d’Ivoire, et d’une délégation de l’INAD-CI menée par son Directeur Exécutif, M. Ted Azouma.

Portée par l’ensemble des collaborateurs, préalablement sensibilisés aux défis de la déforestation et à l’importance de préserver le couvert forestier en Côte d’Ivoire, cette initiative citoyenne reflète l’engagement de la banque à contribuer activement à la lutte contre la déforestation. M. Arsène Coulibaly a souligné l’importance que Banque Atlantique accorde à la protection de l’environnement et à la préservation de la biodiversité. « Les questions environnementales sont au cœur de la politique de Responsabilité Sociétale d’Entreprise (RSE) de Banque Atlantique, avec la lutte contre la déforestation comme priorité. Nous sommes

convaincus de l’efficacité des actions menées en partenariat avec l’INAD-CI pour restaurer le couvert forestier ivoirien et lutter contre le réchauffement climatique », a-t-il déclaré. La participation enthousiaste de l’ensemble du personnel de Banque Atlantique Côte d’Ivoire à cette opération témoigne de l’engagement collectif de la banque en faveur de la durabilité et de la préservation des écosystèmes. Elle réaffirme également la détermination de Banque Atlantique à œuvrer pour un avenir durable pour les générations futures, en ligne avec les valeurs du Groupe BCP.

OR DU MALI

B2Gold annonce 300 millions \$ versés au gouvernement en 2023

Fekola est la deuxième plus grande mine d’or du Mali. Exploitée par le canadien B2Gold avec une participation de 20% pour le gouvernement, la mine a généré 1,14 milliard de dollars de revenus en 2023, grâce à la vente de 588 460 onces d’or. B2Gold, propriétaire du complexe aurifère Fekola au Mali, a versé 297 millions de dollars au gou-

vernement de ce pays d’Afrique de l’Ouest en 2023. Ce chiffre provient d’un rapport publié le 3 juin par la compagnie minière canadienne et fournissant des indications sur sa contribution économique dans les pays où elle exploite des mines d’or. Notons que le montant versé à Bamako en 2023 est resté stable par rapport à 2022, où il s’élevait à 297,5

millions \$. Le détail des paiements n’a pas été fait par la compagnie, mais ils devraient inclure la redevance minière, les dividendes et différents impôts. Outre ces paiements au gouvernement, la contribution économique de B2Gold au Mali se décline aussi en paiements aux fournisseurs locaux, en paiements des salaires de ses employés locaux

(97% de la main-d’œuvre) et en investissements dans les projets communautaires. Rappelons que B2Gold a vendu 588 460 onces d’or à partir de Fekola en 2023, pour des revenus de 1,14 milliard de dollars. Deuxième plus grande mine d’or du Mali, elle est détenue à 80% par B2Gold, contre une participation de 20% pour l’Etat malien.

ANGOLA

Corcel adopte une nouvelle approche d’exploration pétrolière

Fin 2023, Corcel s’est engagé dans l’exploration du bloc Kon-11 aux côtés de Sonangol. Des travaux qui, en avril, en étaient à une étape d’évaluation des ressources en hydrocarbures potentiellement exploitables à partir du puits d’exploration Tobias-13. Dans une mise à jour opérationnelle publiée vendredi 31 mai, la société Corcel qui opère le périmètre d’exploration KON-11, situé à terre dans le bassin du Kwanza en Angola, a indi-

qué qu’elle compte recentrer ses activités de prospection sur le bloc KON-16. La compagnie explique ce choix opérationnel par deux raisons, essentiellement. Premièrement, elle note que les efforts d’exploration sur le bloc KON-11 se sont heurtés à des essais de puits peu concluants, obligeant les parties prenantes à suspendre les activités sur le site. Deuxièmement, en s’appuyant sur les données déjà disponibles, associées au puits Tuenza-1 précé-

demment foré sur le bloc KON-12, Corcel considère la possibilité de récupérer, sans risque, environ 1 029 millions de barils de pétrole. La première étape pour y arriver consistera à réanalyser des données liées à ce puits. « L’objectif immédiat de ces efforts est de préparer un tableau actualisé des prospects et des indices à soumettre à l’examen des partenaires du bloc ».

NIGÉRIA

25 milliards \$ annuels nécessaires pour stabiliser la production d’or noir

Dans un contexte marqué, entre autres par le vol du pétrole brut, le Nigéria a, depuis plusieurs mois, beaucoup de difficultés à stabiliser le plateau de sa production d’or noir malgré les efforts consentis à cet effet. S’exprimant sur la dynamique des investissements dédiés à la production pétrolière au Nigéria, Austin Avuru, président exécutif d’AA Holdings, une société d’investissement nigériane, axée entre autres, sur le secteur des énergies, estime que « 25 milliards de dollars par an » doivent être investis dans le secteur pétrogazier du pays. Cette somme devrait permettre non seulement de « stabiliser » le plateau de sa pro-

duction d’or noir, autour des 1,28 million b/j de pétrole brut en moyenne, selon les chiffres d’avril, mais aussi augmenter à terme le niveau d’huile produite, à environ 2 millions b/j, comme l’ambitionnent les autorités. Selon son analyse, l’industrie pétrolière a le potentiel de porter une croissance économique et un développement significatif au Nigéria. Mais cela n’est pas possible sans des investissements conséquents et un effort concerté pour relever les défis auxquels elle est confrontée, en l’occurrence le vol de brut et ses corollaires. Depuis au moins une décennie, les investissements dans l’industrie pétrolière nigé-

riane n’ont cessé de décliner après avoir culminé à 22,1 milliards de dollars en 2014, plombés par les défis structurels du secteur pétrolier. Une situation qui a globalement affecté les capacités du Nigéria en matière de production de pétrole brut. Dans ce contexte, le président Bola Tinubu a fait du renforcement de l’attractivité de l’industrie pétrogazière, secteur clé de l’économie du Nigéria représentant environ 9 % du PIB du Nigéria pour près de 90 % du total des exportations, une priorité. En mars, par exemple, il a fait modifier la législation fiscale en vigueur pour introduire des incitations concernant les initiatives gazières sans brut associé.

FMI

Plus de 150 millions \$ pour le Cameroun et les Seychelles

Le Cameroun et les Seychelles bénéficient de programmes économiques soutenus par le FMI. Suite aux performances satisfaisantes enregistrées, un accord de principe a été conclu en faveur des deux pays. Le Cameroun et les Seychelles ont conclu un accord de principe avec le Fonds monétaire international (FMI) pour le décaissement de plus de 150 millions de dollars. Cette somme sera allouée dans le cadre de programmes économiques en cours visant à renforcer la stabilité financière et la croissance des deux pays. Selon les communiqués publiés par l’institution le lundi 3 juin 2024, le Cameroun recevra une enveloppe de 73 millions de dollars au titre de la facilité élargie de crédit (FEC) et du mécanisme élargi de crédit (MEDC). De plus, une somme de 45,6 millions de dollars sera allouée dans le cadre de la facilité pour la résilience et la durabilité (FSR). Quant aux Seychelles, elles bénéficieront d’un décaissement de 24,3 millions de dollars pour le MEDC et de 8,2 millions de dollars au titre de la FSR. L’institution de Bretton Woods a salué les performances globalement « conformes » des deux pays dans la mise en œuvre des réformes structurelles prévues par les programmes économiques. Cependant, elle a souligné que des efforts supplémentaires sont nécessaires du côté des autorités camerounaises. Il s’agit notamment d’accélérer le programme de réforme de la gestion des finances publiques, de favoriser la transformation structurelle et de renforcer les mesures d’adaptation et d’atténuation. En ce qui concerne les perspectives économiques, le FMI reste optimiste, à condition que les réformes se poursuivent et que l’environnement extérieur reste « favorable ». Pour l’année 2024, la croissance économique du Cameroun devrait atteindre 3,9 % contre 3,3 % en 2023. Quant aux Seychelles, la croissance du PIB réel devrait s’établir à 3,7 % comparativement à 3,2 % en 2023.

MARCHÉ

Wall Street bientôt concurrencé par... La bourse du Texas?

Une nouvelle Bourse américaine à Dallas est en train de préparer son lancement, prévu en 2026, et a levé dans cette optique 120 millions de dollars auprès d'investisseurs renommés.

En proposant à ses actionnaires d'approuver (le 13 juin prochain) un changement de domiciliation de Tesla du Delaware vers le Texas, Elon Musk rapprochera peut-être son entreprise d'une nouvelle place forte de la Bourse américaine. Un concurrent local au Nasdaq et au New York Stock Exchange (NYSE) est, en effet, en train de se construire, avec d'importants soutiens à l'appui. Sur LinkedIn, le patron du Texas Stock Exchange, James H Lee, a annoncé que sa société avait levé 120 millions de dollars pour lancer cette nouvelle Bourse, dont le quartier général sera établi à Dallas. Le dirigeant explique avoir reçu le soutien "de plus d'une vingtaine" d'investisseurs, avec parmi eux des grands noms tels que Citadel Securities et Blackrock, le plus grand gestionnaire d'actifs au monde (plus de 10.000 milliards de dollars d'actifs sous gestion).

Le Texas, cette terre de grandes entreprises

La société entend soumettre cette année auprès de la Securities and Exchange Commission (SEC), le gendarme boursier américain, des documents pour s'enregistrer en tant que place boursière. Selon le Wall Street Journal, à qui Lee a accordé un entretien, le Texas Stock Exchange compte commencer à opérer en 2025 avant d'accueillir une première cotation en Bourse en 2026. "Le Texas Stock Exchange s'attachera à permettre aux entreprises américaines et internationales d'accéder aux marchés des capitaux américains et fournira un lieu de négociation et de cotation des entreprises cotées et de l'univers croissant des produits négociés en Bourse", promet l'entreprise sur son site (qui ne comporte pour l'heure qu'une page d'accueil). "La Bourse (du Texas) vise à tirer parti de la désaffection à l'égard de l'augmentation des coûts de mise en conformité ("compliance", NDLR) au Nasdaq et au New

York Stock Exchange et des nouvelles règles, comme celle qui fixe des objectifs en matière de diversité au sein du conseil d'administration pour les sociétés cotées au Nasdaq. Les partisans du 'TXSE', comme on l'appelle, promettent qu'elle sera plus favorable aux chefs d'entreprise", explique de son côté le Wall Street Journal. Le futur opérateur boursier entend par ailleurs tirer parti d'un écosystème favorable avec la présence de nombreuses sociétés au Texas. Parmi celles-ci figurent le groupe pétrolier ExxonMobil, l'opérateur télécoms AT&T, la société de semi-conducteurs Texas Instrument, les compagnies aériennes SouthWest Airlines, American Airlines, ou encore Caterpillar.

Une Bourse "anti-woke"?

"L'économie florissante du Texas et la forte croissance économique et démographique des États du quart sud-est des États-Unis offrent d'incroyables opportunités aux entreprises - et, en fin de compte, à la Bourse du Texas (TXSE)", explique James Lee sur LinkedIn.

Cette Bourse sera entièrement électronique mais aura quand même une présence physique dans le centre de Dallas, indique-t-il au Wall Street Journal. Le quotidien des affaires lui fait remarquer que les observateurs de marché évoquent depuis plusieurs mois la création d'une Bourse "anti-woke" au Texas. Le dirigeant répond que la place texane est "apolitique". Reste à savoir si le Texas Stock Exchange parviendra à contester le quasi-duopole formé par le Nasdaq et le NYSE. Par le passé, de très nombreuses bourses locales ont existé aux Etats-Unis. Mais elles ont soit disparu soit été rachetées par d'autres opérateurs plus gros. Par exemple, le Pacific Stock Exchange, qui regroupait les places de San Francisco et Los Angeles, avait été acquis en 2006 par le NYSE, tandis que le Boston Stock Exchange a été racheté l'année suivante par la société Nasdaq OMX. ICE, la maison-mère du NYSE, avait quant à elle acquis en 2018 le Chicago Stock Exchange tandis que le Philadelphia Stock Exchange, la plus ancienne Bourse des Etats-Unis, avait été rachetée en 2007 par le Nasdaq.

PARIS

Hausse modeste à la veille des annonces la BCE

La bourse de Paris s'arrose près de 0,4% ce matin, autour des 7970 points, tirée par Stellantis (+1,6%) et STMicro (+1,2%) mais pénalisée par le repli du secteur bancaire avec -1,3% pour Société Générale, -1,1% pour Crédit Agricole et -0,8% pour BNP Paribas. Ces trois banques signent d'ailleurs les plus forts replis de la cote. Ce matin, les intervenants ont pris connaissance de plusieurs statistiques. Ainsi, conformément à la tendance observée depuis le début de l'année, l'indice PMI composite HCOB de l'activité globale dans la zone euro s'est redressé à 52,2 en mai, contre 51,7 en avril, et a ainsi atteint son plus haut niveau depuis un an. En revanche, dans l'Hexagone, l'indice HCOB PMI composite de l'activité globale s'est replié pour la deuxième fois depuis décembre 2023, à 48,9 en mai contre 50,5 en avril, et signale donc un retour à la contraction après la faible croissance enregistrée le mois précédent. Aux Etats-Unis, l'enquête ADP sur les créations d'emplois dans le secteur privé - qui pa-

raîtra en début d'après-midi - devrait de nouveau témoigner de la solidité du marché du travail en attendant le rapport mensuel officiel sur l'emploi prévu vendredi. Au-delà des indicateurs macroéconomiques, les investisseurs gardent par ailleurs le regard tourné vers la Banque centrale européenne (BCE), qui réunira son conseil des gouverneurs demain. Les analystes s'attendent largement à ce que l'institution de Francfort officialise sa première baisse des taux depuis 2019. "Bien que cette réunion puisse être un non-événement du point de vue du marché, nous pensons qu'une fois l'assouplissement de la politique entamé, les taux d'intérêt européens situés sur les parties courtes de la courbe baisseront", estime François Rimeux, stratège senior chez CMAM. Ainsi, sur le compartiment obligataire, le rendement des Treasuries à dix ans évolue autour 4,34, %, tandis que celui du Bund allemand de même échéance se situe autour de 2,54%, bien loin de

ses pics établis la semaine dernière. Notons que le cours du Brent repart légèrement à la hausse, après la chute des derniers jours. Le baril s'échange ainsi contre 77,6 dollars (+0,6%). Dans l'actualité des sociétés, Orange annonce la formation d'un nouveau partenariat stratégique avec Silknet, premier fournisseur de réseaux fixe et mobile de Géorgie, dans le cadre de son programme Orange Alliance, partenariat qui a pris effet à compter du 3 juin. TotalEnergies fait part de plusieurs avancées importantes vers la FID (décision finale d'investissement) du projet de développement du bloc offshore 58, au Suriname, la décision étant attendue au quatrième trimestre 2024 pour un démarrage de la production en 2028. Enfin, Air Liquide annonce qu'il va investir plus de 250 millions de dollars dans la construction d'un site de production de gaz industriels aux États-Unis, pour approvisionner la nouvelle usine d'un des plus grands fabricants de semi-conducteurs au monde.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 04 Juin 2024 Valeur : 06 Juin 2024					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.2401	134.2551
1	EUR	EURO		146.1338	146.2038
1	GBP	POUND STERLING		171.6625	171.7696
100	JPY	JAPANESE YEN		86.2947	86.3099
1	CNY	CHINESE YUAN		18.5261	18.5284
1	CHF	SWISS FRANC		149.9722	150.0560
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		98.1933	98.2330
1	DKK	DANISH KRONE		19.5945	19.5981
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.8675	12.8708
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.7749	12.7787
1	AED	UAE DIRHAM		36.5428	36.5579
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.7907	35.7966
1	KWD	KUWAITI DINAR		437.8346	438.4556
1	TND	TUNISIAN DINAR		42.9451	43.3767
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.4532	13.4547
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.4239	27.5644
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.5345	3.5349
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.6465	177.6465

L'Europe rebondit avant les PMI et une enquête sur l'emploi américain

Les principales Bourses européennes sont orientées à la hausse mercredi en matinée, rebondissant au lendemain d'une séance dans le rouge liée notamment à la baisse des cours des matières premières en réaction aux annonces de l'Opep+. À Paris, le CAC 40 prend 0,47% à 7.975,06 points vers 07h30 GMT. À Londres, le FTSE 100 avance de 0,26% et à Francfort, le Dax s'octroie 0,52%. L'indice EuroStoxx 50 progresse de 0,63% et le FTSEurofirst 300 de

0,45%. Le Stoxx 600 avance de 0,44%, tiré notamment par les compartiments du luxe (+0,49%) et celui des nouvelles technologies (+0,75%). Les contrats à terme à Wall Street préfigurent une hausse de 0,15% pour le Dow Jones, de 0,05% pour le Standard & Poor's 500 et de 0,1% pour le Nasdaq au lendemain d'une séance légèrement dans le vert. Le rebond en Europe demeure toutefois fragile et la tendance pourrait être volatile alors que seront publiés dans le courant de la séance les indicateurs mensuels sur l'activité

des services en Europe et aux Etats-Unis. Le marché attend également un indice d'inflation en zone euro ainsi que l'enquête ADP sur l'emploi américain, prélude au rapport mensuel officiel sur l'emploi du département du Travail prévu vendredi. Parallèlement à ces statistiques économiques, la Banque du Canada (BoC) devrait amorcer dans l'après-midi sa première baisse des taux, tandis que celle de la Banque centrale européenne (BCE) est attendue jeudi. Concernant la Réserve fédérale américaine (Fed), le rapport

Jolts sur les offres d'emploi aux Etats-Unis, qui montre un ralentissement du marché du travail, a ravivé la perspective d'une baisse des taux en septembre, avec une probabilité désormais à 65%, selon le baromètre Fedwatch. Aux valeurs, Inditex, le propriétaire de Zara, grimpe de 5,03%, les ventes du groupe à taux de change constants ayant augmenté de 12% entre le 1er mai et le 3 juin, ce qui devrait selon JPMorgan "apaiser considérablement les craintes concernant la performance du chiffre

d'affaires du deuxième trimestre". Son concurrent H&M avance de 1,8% tandis que l'indice de la distribution progresse de 1,53%. Centrica chute de 4,183%, l'une des plus fortes baisses de l'indice FTSE, les prévisions du groupe d'énergie étant tout juste conformes aux attentes. Elekta plonge de 13,27%, en queue du Stoxx 600, le fabricant suédois d'équipements de radiothérapie ayant fait état d'une baisse plus importante que prévu de son bénéfice au quatrième trimestre.

A CAUSE L'EMPLOI AMÉRICAIN

Les investisseurs préoccupés

Les Bourses mondiales évoluent dans des directions diverses, gardant en ligne de mire les chiffres de la semaine sur l'emploi aux Etats-Unis et les réunions des banques centrales.

En Europe, les indices boursiers rebondissent mercredi: vers 07H10 GMT, Paris prenait 0,44%, Londres 0,31%, Francfort 0,48% et Milan 0,41%. En Asie, le Japon est resté dans le rouge, l'indice Nikkei affichant -0,89%. Le Nifty 50 de Bombay remontait de 2,04% vers 07H10 GMT après avoir chuté de près de 6% la veille, sa pire séance depuis mars 2020, face à une victoire moins importante que prévu aux élections législatives pour l'alliance au pouvoir de Narendra Modi. Shanghai cédait 0,84% et Hong Kong lâchait 0,16% dans les derniers échanges. En Chine, l'activité dans les services a connu en mai son expansion la plus rapide depuis dix mois, selon un indice indépendant. "L'économie chinoise est d'une manière générale stable et sur la voie de la reprise", relève Wang Zhe, économiste pour le média économique chinois Caixin. A New York, les trois principaux indices ont finalement terminé dans le vert mardi, après un début de séance en repli, rassurés par des données conformes aux attentes concernant les commandes industrielles et par une baisse du nombre d'offres d'emplois disponibles en avril aux Etats-Unis. "Le chiffre moins élevé que prévu" du nombre d'offres d'emplois "a stimulé l'appétit pour les bons du Trésor américain et a augmenté la probabilité de voir la première réduction de la Réserve fédérale (Fed) en septembre", souligne Ipek Ozkardeskaya, analyste de Swissquote Bank. Les chiffres officiels de l'emploi pour mai seront publiés vendredi. Avant cela, sera publié



mercredi le rapport mensuel d'ADP/Stanford Lab sur les créations d'emplois dans le secteur privé pour mai. "Une surprise significativement négative sur le front de l'emploi pourrait alimenter les craintes de récession et empêcher les investisseurs en actions de profiter pleinement des attentes potentiellement plus optimistes concernant" la politique monétaire de la Fed", poursuit Ipek Ozkardeskaya. Des indicateurs d'activité en zone euro et aux Etats-Unis figurent aussi à l'agenda du jour. Sur le front des banques centrales, la Banque du Canada se réunit mercredi et la Banque centrale européenne (BCE) jeudi. Les marchés s'attendent à ce qu'elles annoncent toutes

deux une baisse de leurs taux directeurs. "Une réduction de 25 points de base de la part de la Banque du Canada pourrait atténuer le récent recul des actions canadiennes, tandis que la réduction de 25 points de base de la BCE pourrait ne pas suffire à remonter le moral des investisseurs, en fonction de ce que dira Christine Lagarde (la présidente de la BCE, NDLR) lors de sa conférence de presse au sujet de la position de la banque centrale concernant de nouvelles réductions", prévoit Ipek Ozkardeskaya. Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt des emprunts de l'Etat allemand à dix ans s'établissait à 2,54% vers 07H05 GMT, contre 2,53% mardi.

PORTUGAL

Lisbonne annonce 2,4 milliards d'euros d'aides pour les ménages

Le gouvernement portugais a dévoilé en début de semaine un train de mesures pour aider les ménages à faire face à l'inflation, à hauteur de 2,4 milliards d'euros, qui passeront notamment par une baisse des impôts sur l'énergie. L'exécutif socialiste prévoit également une aide directe aux familles et une augmentation extraordinaire des

pensions de retraite, a précisé le Premier ministre Antonio Costa lors d'une conférence de presse. Ce programme de huit mesures baptisé "les familles d'abord" a été chiffré à 2,4 milliards d'euros (soit environ 1% du PIB du pays) et vient s'ajouter au montant de 1,6 milliard d'aides déjà déboursés jusqu'à septembre. "Cela fait trente ans que nous n'avions pas

vu une augmentation du coût de la vie aussi nette et soudaine", a fait valoir M. Costa, tout en préconisant "beaucoup de prudence pour ne pas nourrir une spirale inflationniste". Le gouvernement prévoit ainsi de verser un chèque de 125 euros par personne, majoré de 50 euros pour chaque enfant, aux Portugais gagnant jusqu'à 2 700 euros bruts mensuels. Les retraités toucheront un supplément équivalent à la moitié de leur pension mensuelle. L'exécutif, fort d'une majorité absolue au Parlement, demandera aux députés de voter une réduction de la TVA sur l'électricité, de 13 à 6%, et prolongera jusqu'à la fin de l'année la baisse des impôts sur les carburants déjà en vigueur.

La ranitidine, mieux connue sous son nom commercial Zantac, utilisée contre les brûlures d'estomac et autrefois en vente libre aux Etats-Unis et au Canada, a été fabriquée et commercialisée par plusieurs laboratoires dont GSK et le français Sanofi avant d'être retirée en 2019. L'action de l'entreprise à la Bourse de Londres perd encore 8,8% à 1.610 pence, quand celle de Sanofi limite son repli à 0,50% à 83,31 euros lundi vers 15h30. "Une série de poursuites aux États-Unis (...) semblait s'essouffler", mais la dernière décision en date "donne le feu vert à 70.000 dossiers" de plaintes, a indiqué Russ Mould, analyste chez AJ Bell. "GSK et les autres parties impliquées, Pfizer et Sanofi" contestent la décision mais "à court terme, cela ne fait qu'ajouter à l'incertitude" sur les perspectives de ces entreprises, selon l'analyste.

ESPAGNE

Plan national de relance et de résilience

La Commission européenne a annoncé deux versements pour l'Espagne au titre du préfinancement du plan de relance révisé, dont 0,340 Md€ correspondant à la partie relevant des prêts et 1,043 Md€ correspondant à la partie relevant des subventions non remboursables. Pour rappel, l'Espagne a déjà reçu 37 Md€ du plan de relance européen dont 9 Md€ au titre de préfinancement en août 2021, 10 Md€ en décembre 2021 au titre du 1er versement semestriel, 12 Md€ en juillet 2022 au titre du 2ème versement semestriel et 6 Md€ en mars 2023 au titre du 3ème versement semestriel. Ces versements ont permis de valider 121 des 416 jalons et objectifs prévus dans la 1ère

configuration du plan de relance. A la suite de sa révision en octobre, le plan espagnol compte désormais 595 jalons et objectifs dont la validation s'étend jusqu'à 2026 inclus. Depuis, la demande pour le 4ème versement semestriel à hauteur de 10 Md€ a été déposée en décembre 2023. le gouvernement annonce la mobilisation de 40 Md€ financés avec les prêts du PNRR révisé par le biais de cinq instruments financiers. Le 27 février, le gouvernement a adopté en conseil des ministres le cadre juridique pour mobiliser ces fonds par le biais de l'agence financière de l'État, l'ICO, en collaboration avec le secteur financier espagnol. Concrètement, trois nouveaux fonds seront créés, dont :

- La ligne « ICO verte » de 22 Md€ pour octroyer des prêts aux ménages et aux entreprises pour des projets de transport durable, efficacité énergétique, énergies renouvelables, décarbonation de l'industrie, gestion de l'eau, économie circulaire et adaptation au changement climatique ;
- La ligne « ICO entreprises et entrepreneurs » de 8,2 Md€ pour soutenir la croissance de la taille des entreprises espagnoles avec notamment 1 Md€ réservé aux entreprises du secteur touristique ;
- Ligne « ICO logement » de 4 Md€ pour financer des projets cherchant à faire augmenter le parc de logement social en régime de location ou de logement à prix abordables, ainsi qu'à améliorer le parc de logement social existant.

APRÈS UN JUGEMENT SUR LE ZANTAC
Le géant pharmaceutique gsk sous pression en bourse

Le géant pharmaceutique est en forte baisse à la Bourse de Londres après le verdict d'un tribunal américain sur le litige autour du Zantac, un médicament utilisé contre les brûlures d'estomac. Le géant pharmaceutique britannique GSK dévissait de près de 10% lundi matin à Londres, après une décision d'un tribunal américain ouvrant la voie à des procès sur son médicament contre les brûlures d'estomac, le Zantac, accusé par des patients d'avoir contribué à leur cancer.

GSK "est en désaccord avec la décision du tribunal de l'État du Delaware et fera immédiatement appel", a indiqué le laboratoire dans un communiqué publié pendant le week-end, jugeant que cette décision rendue vendredi était contraire à une décision fédérale de décembre 2022. La ranitidine, mieux connue sous son nom commercial Zantac, utilisée contre les brûlures d'estomac et autrefois en vente libre aux Etats-Unis et au Canada, a été fabriquée et commercialisée par plusieurs laboratoires dont GSK et le français Sanofi avant d'être retirée en 2019. L'action de l'entreprise à la Bourse de Londres perd encore 8,8% à 1.610 pence, quand celle de Sanofi limite son repli à 0,50% à 83,31 euros lundi vers 15h30. "Une série de poursuites aux États-Unis (...) semblait s'essouffler", mais la dernière décision en date "donne le feu vert à 70.000 dossiers" de plaintes, a indiqué Russ Mould, analyste chez AJ Bell. "GSK et les autres parties impliquées, Pfizer et Sanofi" contestent la décision mais "à court terme, cela ne fait qu'ajouter à l'incertitude" sur les perspectives de ces entreprises, selon l'analyste.

La toute nouvelle BMW Série 1 ne met plus les points sur les «i»

Déjà passée à une quatrième génération de modèle, la nouvelle BMW Série 1 (2024) espère prendre une bonne longueur d'avance sur les Mercedes Classe A et Audi A3. Son premier prix reste légèrement sous les 40 000€.

La BMW Série 1 de troisième génération (F40) représente une anomalie dans le paysage automobile actuel : lancée en 2019, elle ne sera restée que cinq ans au catalogue. C'est moins que la moyenne de la durée de vie des modèles, plutôt à six ou sept ans de carrière en général. Le constructeur allemand dévoile déjà sa quatrième génération qui change considérablement, même si cette Série 1 "F70" repose toujours sur une architecture technique très similaire : elle paraît un peu plus traditionnelle dans son design et même plus élancée vue de profil. Considérons-la donc comme une version très profondément restylée.

Pas de gros haricots cette fois-ci, la face avant de la voiture évite les formes caricaturales de certains modèles lancés ces dernières années dans la gamme du constructeur à l'hélice. Elle grossit encore en taille avec 4,36 mètres de long soit 42 millimètres de plus (elle est aussi plus haute de 25 mm mais ne change pas sa largeur).



À l'intérieur, elle joue les modernes avec une nouvelle planche de bord dont le design rappelle un peu celle des iX et autres XM. Les deux dalles du combiné d'instrumentation et de l'écran tactile central mesurent respectivement 10,25 et 10,7 pouces. L'interface utilise le système d'exploitation Bmw Operating System 9, sa toute dernière évolution. L'ambiance paraît quand même assez sportive dans l'absolu au vu de ces premières images. Quant au coffre, il revendique 300 litres au minimum sur les 120 et 120d (un chiffre assez moyen pour une compacte).

Fini les « i »

Cette nouvelle Série 1 étrenne aussi les nouvelles appellations des versions essence de BMW, désormais débarrassées du petit « i » pour ne plus qu'on les confonde avec les modèles électriques. Les deux variantes essence s'appellent ainsi « 120 » (trois cylindres traction de 170 chevaux) et « 135 xDrive » (quatre cylindres à transmission intégrale de 300 chevaux) tandis que les diesels gardent le petit « d » : la 118d (qui ne sera pas vendue chez nous) développe 150 chevaux et la 120d revendique 163 chevaux. Ces quatre versions disposent en série d'une transmission automatique à double embrayage et les 120 et 120d y ajoutent une hybridation légère à 48 volts.

À partir de 38 900€ en France

En France, la nouvelle BMW Série 1 se négociera à partir de 38 900€ en finition de base. Le diesel démarrera à 41 500€ et la M135 xDrive débutera à 57 200€. BMW France précise qu'il y aura une offre de loyers à 440€ par mois sans apport sur 39 mois et 30 000 km pour la 120 en finition M Sport Design.

VOITURE ÉLECTRIQUE

Polestar va mondialiser sa production

En réponse à l'augmentation des droits de douane imposés par les États-Unis pour les voitures produites en Chine, Polestar va diversifier les lieux de production des Polestar 3 et 4.



Désireux de freiner l'invasion des voitures électriques chinoises ou produites en Chine, les États-Unis ont décidé de faire passer les droits de douane sur ces modèles de 27,5 à 102,5 %. Une mesure radicale qui pourrait coûter cher à certains constructeurs... pas forcément « chinois », à l'instar de Polestar ou Volvo. En effet les deux marques-sœurs produiront leur porte-drapeau – le Polestar 3 et le Volvo EX90 respectivement – en Chine. Or ces deux grands SUV électriques sont taillés pour le marché américain. Dès lors, Polestar réagit en annonçant le début de la production du Polestar 3 aux États-Unis et celle de la Polestar 4 en Corée du Sud dans un avenir proche.

Production mondialisée

Concrètement, Polestar était fortement orienté vers la Chine en matière de production. Conscient des conséquences potentielles d'un tel choix, Thomas Ingenlath – PDG de Polestar – a déclaré que le constructeur aux racines suédoises et au financement chinois avait anticipé la diversification de ses sites de production. Cela se concrétisera dès l'été 2024 par le début de la production du Polestar 3 dans l'usine américaine de Volvo à Charleston, en Caroline du Sud. En 2025, les Polestar 4 destinées au marché américain sortiront également des chaînes du site Renault Korea Motors à Busan, en Corée du Sud.

Retour de bâton ?

Si ces perspectives de production en dehors de la Chine pour des modèles destinés au marché américain semblent cohérentes, il reste à voir quelle sera la réaction de l'Empire du Milieu face aux mesures instiguées par le gouvernement de Joe Biden. De même, qu'en sera-t-il si l'Union européenne décide d'imiter son homologue d'Outre-Atlantique ? Pourrait-on envisager la production de Polestar 2, 3 et 4 en Europe ? Intrinsèquement, la 2 partage ses dessous techniques avec les Volvo EX40 et EC40 construites à Gand tandis que le grand SUV 3 fait de même avec le Volvo EX90. Une production en Suède ou dans la troisième usine européenne du constructeur scandinave pourrait s'envisager.

Mais avant d'en arriver là, il faudra déterminer l'impact des mesures protectionnistes des États-Unis – et de la France notamment en Europe – sur les ventes des nouvelles Polestar et donc sur les finances de l'entreprise désormais soutenue par Geely mais plus par Volvo. Sans augmentation substantielle des volumes écoulés, à plus forte raison avec ces deux nouveaux modèles sensés générer davantage de marge bénéficiaire, l'avenir de Polestar pourrait tout simplement ne pas se dessiner alors que le constructeur prend enfin son envol en termes de produits et de philosophie de marque.

Instabilité financière

Dans une conférence accordée lors des premiers essais dynamiques des Polestar 3 et 4, à Madrid, Thomas Ingenlath a reconnu que des erreurs quant à ses états financiers de 2021 et 2022 avaient émergé et pourraient influencer les résultats de l'entreprise pour ces deux années d'environ 5 %, de manière po-



sitive pour l'une et négative pour l'autre, sans préciser laquelle est lésée. De quoi mettre à mal la valeur de l'action Polestar ? Peut-être puisqu'il semble que cette annonce l'ait fait passer sous la barre symbolique de 1 \$. Suffisant pour remettre en question son inscription en tant que constructeur automobile au Nasdaq. Heureusement, la transparence de Polestar et le support de Geely devraient permettre de surmonter cet écueil.

GENAI

PwC est désormais le principal revendeur et utilisateur de ChatGPT Enterprise

PwC (PricewaterhouseCoopers), l'un des quatre plus grands cabinets d'audit et de conseil mondiaux (Big Four), est aujourd'hui présent dans 151 pays où il emploie 364 000 personnes. Ses branches américaine et britannique annoncent avoir signé dernièrement un accord de licence et de vente avec OpenAI, faisant de PwC le premier revendeur de ChatGPT Enterprise mais également son plus grand utilisateur.

Depuis des années, PwC investit stratégiquement dans l'IA, conscient du potentiel transformateur de cette technologie. Il y a un peu plus d'un an, en avril, PwC États-Unis dévoilait ainsi son projet d'investir 1 milliard de dollars sur les trois prochaines années pour élargir et faire évoluer ses offres d'IA grâce à la GenAI. PwC a noué des partenariats avec les principaux fournisseurs de technologies d'IA, notamment les fournisseurs de modèles de fondation AWS, Anthropic, Google, Meta, Microsoft et OpenAI. Il a d'ailleurs annoncé une alliance stratégique avec ce dernier et Harvey, la start-up qu'il soutient, pour développer et déployer des modèles de base pour les services fiscaux, juridiques et de ressources humaines.

Il est également partenaire des principaux fournisseurs d'applications d'entreprise qui intègrent les capacités GenAI dans leurs produits, notamment Adobe, Google, Microsoft, Oracle, Salesforce, SAP et Workday.

Avec ce nouvel accord, PwC étend son écosystème technologique et intègre la GenAI à l'ensemble de ses pratiques commerciales, renforçant ainsi sa capacité à offrir des solutions novatrices à



ses clients. OpenAI, de son côté, qui a parmi ses clients 92 % des entreprises du Fortune 500, voit passer le nombre des utilisateurs de ChatGPT Enterprise de 600 000 à environ 700 000, une hausse très significative.

ChatGPT Enterprise a été introduit par OpenAI en août 2023 qui démontrait ses avantages par rapport à ChatGPT plus : l'accès à GPT-4 sans limite d'utilisation et à une vitesse 2 fois supérieure, des fenêtres de contexte beaucoup plus

longues avec 32 000 jetons contre 8 000, conduisant à une meilleure compréhension du contexte global d'une conversation ou d'un document.

La version entreprise fournit également un accès illimité à l'analyse avancée des données, auparavant appelée "Code Interpreter" qui permet entre autres de créer des graphiques ou d'éditer des fichiers. En septembre, OpenAI annonçait l'intégration de DALL-E 3 et de nouvelles fonctionnalités vocales et d'image pour les utilisateurs de ChatGPT Plus et Enterprise.

Les données sont chiffrées en permanence et, tout comme les invites, ne sont pas utilisées pour l'entraînement de l'IA.

Les 26 000 employés britanniques et les 75 000 employés américains de PwC auront donc accès en toute sécurité à la version la plus puissante de ChatGPT alimentée par GPT-4o, présenté le mois dernier. Ils seront aidés dans des tâches spécifiques comme l'examen des déclarations de revenus, la génération de réponses aux propositions, la gestion du cycle de vie logiciel et la génération de tableaux de bord et de rapports par des GPT spécialisés.

MICROSOFT ET ZINDI S'ALLIENT POUR RENFORCER LES COMPÉTENCES EN IA DU CONTINENT

Microsoft et Zindi s'allient pour renforcer les compétences en IA du continent

A l'occasion du Gitex Africa 2024, un événement qui vise à catalyser l'innovation technologique, à promouvoir la transformation numérique et à créer des opportunités de croissance économique en Afrique, Microsoft Afrique et Zindi, le principal réseau africain dédié à l'IA, ont signé jeudi dernier à Marrakech une convention de partenariat visant à renforcer les compétences africaines en IA et en apprentissage automatique. Lancée en 2018, Zindi est une plateforme en ligne qui organise des compétitions de data science, dans l'objectif de permettre de résoudre des problèmes du monde réel à travers l'utilisation de l'IA, du machine learning et de l'analyse de données. Les défis proposés sur la plateforme sont souvent centrés sur des problématiques rencontrées en Afrique, telles que la santé, l'agriculture, l'éducation et le climat. En plus des compétitions, Zindi propose des ressources éducatives et des tutoriels pour aider les participants à améliorer leurs compétences en data science.

Le partenariat stratégique avec Microsoft

Le partenariat se concentrera sur l'amélioration des compétences des développeurs d'IA à travers le continent, la promotion des certifications et des parcours d'apprentissage Microsoft Learn par le biais d'un apprentissage pratique sur Zindi. Grâce à des initiatives de formation engageantes, la collaboration vise à atteindre les universités, les organisations à but non lucratif et les entreprises, en préparant les jeunes du continent à appliquer les compétences et les technologies de l'IA partout où ils travaillent.

Celina Lee, cofondatrice et PDG de Zindi, a déclaré lors de la signature de convention du partenariat : "Nous croyons au pouvoir transformateur des données et de l'IA pour stimuler la croissance économique et créer des opportunités pour tous les Africains. En unissant nos forces à celles de Microsoft, nous pouvons les aider à intensifier leurs efforts pour démocratiser l'accès aux compétences numériques et faire en sorte que les individus à



travers le continent soient équipés pour réussir dans le monde du travail moderne en pleine transformation."

Investissements massifs pour l'avenir numérique de l'Afrique

Microsoft, qui a établi son premier bureau africain en 1992 à Johannesburg, a investi massivement dans le renforcement des compétences du pays au cours des trois dernières décennies. Ces cinq dernières années, plus de 4 millions de jeunes Africains ont été formés grâce à divers programmes de

compétences et d'employabilité, avec un engagement supplémentaire de Microsoft à former et certifier au moins 1 million de femmes en Afrique d'ici juin 2025.

En 2019, Microsoft a ouvert son premier centre de développement africain au Kenya et au Nigeria, fournissant une plateforme aux ingénieurs pour créer des solutions à impact local et mondial. Plus récemment, Microsoft a lancé un plan quinquennal ambitieux visant à :

- Développer les actifs et capacités numériques de 10 millions de PME ;

- Soutenir 10 000 start-ups pour favoriser leur croissance ;
- Fournir des compétences numériques à 30 millions d'Africains ;
- Créer des infrastructures essentielles pour un continent véritablement connecté.

Lillian Barnard, présidente de Microsoft Afrique depuis début mai, conclut : "Chez Microsoft, nous assistons directement à la révolution de l'IA. Nous nous engageons à être un gardien responsable de la technologie de l'IA, en veillant à ce qu'elle soit développée et utilisée de manière à bénéficier à tous les Africains afin d'avoir un impact durable et positif sur la croissance de l'économie africaine. Comblant le déficit de compétences numériques en Afrique est essentiel au succès futur de cette entreprise. En nous associant à Zindi, nous visons à révolutionner les compétences en IA sur le continent, en fournissant des formations et des certifications de pointe en IA à des milliers de développeurs et de futurs ingénieurs de données, préparant ainsi les futurs travailleurs du monde entier."

Mots fléchés

Fruits de l'hêtre	↓	Vibrations	↓	Peintre suisse (Paul)	↓	Plaisir chez nos voisins	↓	Elles volent en cas de disputes conjugales	↓	Garçon d'écurie	↓	Comité sportif international	↓
Louis IX de France	→	Injection dans une veine	→	Bagnole	→	Grand lac américain	→	coucou sibérien	→	Ont-ils mangé la pomme de cette variété-là ?	→	Sanctionné	→
	↓		↓		↓		↓		↓				
Habitantes d'un pays d'Asie	→									Petit ensemble de musique	→		
Profit	→												
	↓						Sa source, pour le blanc, est le lac Victoria	→			Son aigu produit par la voix		Comté anglais
Relatif à la Haute Ecosse	→				Camarade ou plus que ça ?	→				Petite compagnie	→		↓
Epuisa	→				Fleuve français et rivière suisse	→				Puissant poison	→		↓
	↓		Traces profondes dans les sentiers	Argon	↓		On viole souvent son intimité	→				Recherches	
				Missive									
Altière	Dérobai	→	↓	↓			Sillons	→				↓	
	Fréquente	→					Attribut d'un avocat	→					
	↓						↓				Règle de dessinateur	→	
					Lisières	→					Jadis c'était le bronze	↓	
Carillonne	→					Film d'Alfred Hitchcock (les)	→						
Consacre	→					Valeur refuge	→						
	↓					Fleuve russe bien connu des cruciverbistes	→		Pâturage	Abri douille	→		Tamisée
									↓	Aérodrome	↓		↓
Bramer	→				Tanières	→							
Génisses dans l'ouest de la France	→				Esclave et gladiateur thrace	→							
	↓				↓		Se gausse	Relogea	→				
								Coeur	→				
Moitié d'une mouche	→						↓	↓					
Personnes qui parlent beaucoup	→				Supplier	→				Me représentai		Lieu couvert	
	↓									↓		↓	
				Département français	→				Paras	→			
Tolère		Haridelles	Métamorphose	Répare	→						Béryllium	→	
											Grossir	→	
	↓	↓	↓				Atome électriquement chargé		Fais	→		↓	
Château de la Belle au Bois Dormant	Adverbe de lieu	→			Fluide gazeux qui est de moins en moins pur	→			Femme du rajah	→			Discipline de l'escrime
	Robe indienne	→											↓
	↓				Tranquille, silencieux	→			Ancêtre de la radio	→			Poisson d'eau douce
					Général confédéré	→			Étain	→			
Quatre font le plus heureux des joueurs			Culs	→					↓		Sous-vêtement	→	
Arbres de nos régions			Négation	→									
	↓		↓				Chiffre	→			Poète hymnique	→	
Il haranguait les foules dans la Grèce antique	→					Erbium	→		Port d'Athènes	→			

Le Conseil de la nation a décidé de reporter à une date ultérieure sa séance plénière de questions orales qui était prévue jeudi, indique mercredi un communiqué du Conseil. "Il a été décidé de reporter à une date ultérieure la séance de questions orales qui était prévue jeudi 6 juin 2024", a précisé le communiqué.



MINISTRE PALESTINIEN DU LOGEMENT

« La reconstruction de Ghaza nécessite au moins 10 ans »

Le ministre palestinien des Travaux publics et du Logement, Ahed Bseiso, a déclaré mercredi que l'agression sioniste continue contre la bande de Ghaza "a un impact négatif" sur le processus de reconstruction de l'enclave, qui nécessite au moins 10 ans. S'exprimant dans une déclaration de presse, Ahed Bseiso, a affirmé que "la bande de Ghaza souffre d'un manque de sécurité alimentaire", soulignant que 80 % des Palestiniens de Ghaza ont été déplacés vers de nombreux endroits dans l'enclave. Le ministre a également ajouté que l'occupation avait détruit 80 % des bâtiments résidentiels dans la bande de Ghaza et qu'un plan était en cours d'élaboration pour enlever 40 millions de tonnes de décombres laissés par l'agression sioniste génocidaire toujours en cours depuis le 7 octobre 2023. Le bilan de l'agression génocidaire sioniste contre la bande de Ghaza s'est alourdi mardi à 36.586 martyrs et 83.074 blessés, depuis le 7 octobre dernier, ont indiqué les autorités palestiniennes de la santé. L'agression sioniste sauvage contre l'enclave palestinienne a entraîné aussi des destructions massives d'infrastructures, en plus d'une catastrophe humanitaire sans précédent.

SOMMET AFRIQUE-CORÉE

Attaf participe au segment relatif au développement de la coopération économique

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ahmed Attaf, a participé, mercredi à Séoul (Corée du Sud), au deuxième segment des travaux du Sommet Afrique-Corée relatif au développement de la coopération économique, et ce, dans le cadre de la visite de travail que le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, l'a chargé d'effectuer, indique un communiqué du ministère. En marge de ce Sommet, M. Attaf "s'est entretenu avec son homologue de la République de Corée, M. Cho Tae-yul, avec lequel il passé en revue les relations de coopération entre les deux pays dans leurs différents volets et dimensions", précise la même source. Lors de la rencontre, "l'accent a été mis en particulier sur les perspectives promet-

teuses de développement des relations bilatérales, d'autant que l'Algérie est le seul pays africain à entretenir un partenariat stratégique bilatéral avec la République de Corée", selon le même document. S'agissant de la dimension politique des relations algéro-coréennes, les deux ministres "se sont félicités du niveau de coordination bilatérale, notamment dans le cadre des mandats des deux pays en tant que membres non permanents du Conseil de sécurité", ajoute la même source. Les deux parties ont également "procédé à un échange de vues sur les derniers développements liés à l'agression israélienne incessante contre la bande de Ghaza, à la lumière des propositions en cours de négociation pour arrêter cette agression et prendre en charge la situation humani-

taire déplorable à Ghaza". M. Attaf a, par ailleurs, rendu une visite de courtoisie à l'ancien Secrétaire général des Nations Unies, M. Ban Ki-moon, "lors de laquelle il a rendu hommage à son riche parcours et aux précieuses contributions qui ont été les siennes durant son mandat à la tête de l'organisation onusienne au service des objectifs de paix, de sécurité et de développement dans le monde et sur le continent africain en particulier". A cette occasion, M. Ban Ki-moon "s'est remémoré avec gratitude le grand soutien que lui a apporté l'Algérie durant son mandat de Secrétaire général des Nations Unies", saluant "le rôle constructif que joue l'Algérie aujourd'hui depuis son siège au Conseil de sécurité en faveur de la promotion des buts et principes des Nations Unies".

ORGANISATION INTERNATIONALE POUR LES MIGRATIONS

La dégradation des sols et la sécheresse menacent la sécurité des personnes

La dégradation des sols, la désertification et la sécheresse qui amoindrissent les ressources naturelles, menacent la sécurité des personnes et leurs moyens de subsistance, a averti mercredi, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). "Le changement climatique appauvrit

les sols et réduit les ressources en eau et en nourriture, et à certains endroits, cette situation accentue les tensions. Certains sont contraints d'émigrer, d'autres en sont empêchés. D'autres encore bien plus nombreux deviennent vulnérables", a indiqué la Directrice Générale de l'OIM, Amy Pope,

dans un message vidéo, marquant la Journée mondiale de l'environnement, célébrée le 5 juin de chaque année. Chaque année, des millions de personnes sont déplacées en raison de catastrophes. En 2023, ces dernières ont entraîné 26,4 millions de nouveaux déplacements internes, selon le Rapport mondial

2024 de l'Observatoire des situations de déplacement interne. Selon la Banque mondiale, en l'absence de mesures rapides et concertées en matière de climat et de développement, plus de 216 millions de personnes pourraient devenir des migrants climatiques internes d'ici à 2050.

Chronique Eco

d'Anouar El Andaloussi

Énergies propres et délocalisation de la pollution

Le cri d'alarme est géopolitique : le monde a de plus en plus besoin de métaux rares, de « terres rares », pour sa transition énergétique et sa révolution numérique, et donc pour toutes les technologies de l'information et de la communication, pour fabriquer les portables entre autres. Les voitures électriques et hybrides en nécessitent deux fois plus que les voitures à essence, etc. Ils sont très chers à extraire et à purifier. La Chine qui détient l'essentiel de ces ressources, mais ses besoins vont en grandissant et elle est déjà à chercher de nouveaux gisements, en Asie, mais surtout en Afrique. Mais, là où cela se complique et où apparaît un dilemme : l'exploitation de ces minerais rares est tout sauf propre ! « Les énergies et ressources vertes recèlent une part d'ombre », souligne l'auteur d'un best seller sur le sujet « la guerre des métaux rares : la face cachée de la transition énergétique et numérique » (G. Pitron, 2018) à qui nous empruntons quelques passages ci-après. L'extraction et le raffinage de ces métaux rares nécessitent, en effet, des procédés très polluants. Et donc, paradoxalement, le monde des technologies les plus avancées, qui se veulent plus vertes, « écologisées », serait lui-même en grande partie tributaire de métaux « sales ». En effet, « il faut purifier huit tonnes et demie de roche pour produire un kilo de vanadium, seize tonnes pour un kilo de cérium, cinquante tonnes pour l'équivalent en gallium, et le chiffre ahurissant de mille deux cents tonnes pour un malheureux kilo d'un

métal encore plus rare, le lutécium. » Selon certaines estimations très sérieuses, d'ici à 2040 : « nous devons extraire trois fois plus de terres rares, cinq fois plus de tellure, douze fois plus de cobalt et seize fois plus de lithium qu'aujourd'hui. » Ces extractions vont nécessiter une consommation gigantesque d'énergie, du béton, de l'aluminium, du fer, de l'acier, etc. Dans un autre registre mais très lié à celui des terres rares, la fin annoncée du moteur thermique en Europe n'est pas pour demain. Si l'évolution du mix énergétique gagne des points dans beaucoup de secteur, les transports demeurent dominés par les hydrocarbures (carburants conventionnels). Les investissements dans la construction des véhicules électriques en Europe n'ont pas été à la hauteur des ambitieux, les constructeurs européens n'ont pas été soutenus ni par leurs Etats ni par l'UE, alors que les Chinois ont mis près de 500 Mds de \$ dans cette transition. Aujourd'hui, une voiture électrique sur trois est chinoise. Les autres infrastructures n'ont pas suivies. Les coûts des « transitions » sont énormes alors que les résultats en termes de gains écologiques ne sont pas toujours évidents. Le secteur des technologies de l'information et de la communication produit ainsi 50 % de plus de gaz à effet de serre que le transport aérien. La voiture électrique et hybride peut contenir de 9 à 11 kg de terres rares. Chaque Data Center a besoin d'une centrale électrique pour son fonctionnement... Cercle vicieux

! On serait tenté de dire que l'écologie et son défilé de supporters et de militants agressifs, serait finalement une idéologie comme on en a connu dans le passé. Les principaux pays producteurs de métaux rares sont Les USA, La Chine, le Brésil, la Russie, la RDC, l'Afrique du Sud... Les pays qui en possèdent mais qui n'exploitent pas encore à grande échelle sont encore plus nombreux. Dans un proche avenir, l'exploitation de ces métaux rares (plus particulièrement les terres rares) sera élargie à ces pays. Une sélection va certainement s'opérer selon des critères dominés par la logique économique et celle, encore, écologique : l'occident puissant financièrement et économiquement préférera exploiter ces métaux dans les pays pauvres et ainsi transférera la pollution à ces pays qui ont besoin de ressources financières pour se maintenir en vie. Finalement le mouvement de délocalisation-relocalisation va concerner prioritairement les activités minières ; ainsi la pollution sera délocalisée au Sud pour appliquer le principe (ou le slogan) : « le pollueur payeur. » In fine, les mots d'ordre : Protection de l'environnement, énergies propres, écologie, sauver la planète,... n'ont pas le même sens et la même portée à au Nord (l'Occident) et au Sud. Le rapport de force maintiendra la domination du Nord sur le Sud pour longtemps encore au nom des ces slogans. L'Occident Global aura gagné la bataille de sa survie et le Sud Global (s'il existe) aura « gagné » l'échec de son incapacité à s'organiser pour s'émanciper.